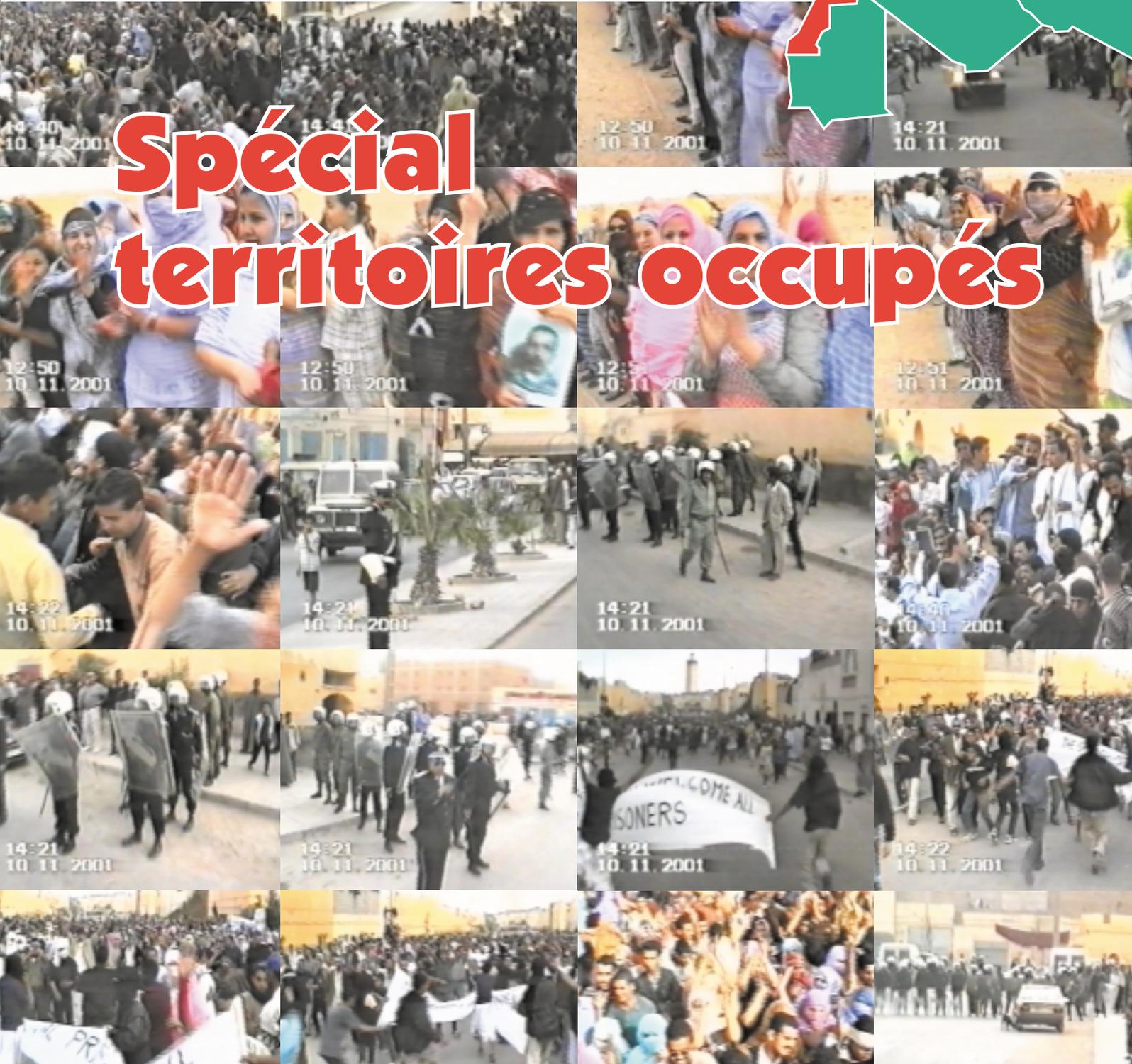




Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Saharaouie Démocratique
numéro 116 – décembre 2001 – 15 francs – trimestriel

Spécial territoires occupés



L'arrivée de Mohamed Daddach à El Aïoun après sa libération (10 novembre 2001).

La population sahraouie d'El Aïoun a réservé un accueil particulièrement chaleureux et émouvant à Mohamed Dadach et aux autres prisonniers politiques sahraouis libérés. Accueilli à l'entrée de la ville par une cinquantaine de voitures, le cortège s'est dirigé vers le lieu de rassemblement où une cérémonie s'est déroulée sous étroite surveillance policière.



Les nouvelles de la RASD

01.11.2001

Minurso

La Minurso procède à une réduction importante du personnel de la commission d'identification. Celle-ci est passée de 120 à 86 membres.

Le porte-parole de l'ONU, Farham el-Haq, a confirmé l'information, « *puisque en ce moment il n'y a rien à faire* ». Il a ajouté que cela ne signifiait pas que l'ONU avait l'intention de retirer sa mission du territoire.

Le représentant du Front Polisario à l'ONU, Ahmed Boukhari, a déclaré que cette mesure était « *illégal, surprenante et politiquement contreproductive* », car la résolution 1359 du Conseil de sécurité de l'ONU du 29 juin 2001 n'autorise pas le moindre changement concernant le fonctionnement et le personnel de la Minurso jusqu'à sa prochaine résolution.

02.11.2001

Algérie

Le président Bouteflika, en visite officielle aux États-Unis, s'est entretenu avec James Baker, à Houston. Le ministre de la Justice, Ahmed Ouyahia et Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires africaines, ont assisté à l'entretien. « *L'Algérie n'est pas contre une troisième voie concernant le Sahara Occidental* », aurait déclaré Bouteflika, selon le *Le Quotidien d'Oran* qui suit la visite de Bouteflika. Ces propos, tenus en privé lors d'une rencontre avec des hommes d'affaire américains, ont provoqué des réactions violentes dans la presse indépendante algérienne. L'agence de presse algérienne APS a fermement démenti ces allégations et confirmé l'engagement de l'Algérie en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. (*El Watan, La Tribune, Le Matin, APS*)

03.11.2001

RASD

Le président sahraoui a demandé dans une lettre au Premier ministre français d'annuler le contrat signé par TotalFinaElf avec le Maroc, qualifié d'illégal. Mohamed Abdelaziz s'est également adressé à l'envoyé personnel de Kofi Annan, James Baker, estimant que la nationalité des deux sociétés (française pour TotalFinaElf et américaine pour Kerr McGee) affecte très négativement les rapports de confiance avec ces deux pays, qui devraient jouer un rôle important pour garantir la paix.

03/05.11.2001

Crise diplomatique maroco-espagnole

Le Maroc insiste particulièrement sur le référendum organisé en Andalousie, considéré comme une immixtion dans les affaires internes du Maroc.

D'autre part, un haut responsable espagnol a reconnu que « *les Marocains auraient aimé que nous alignons nos positions sur celles de Paris* » au moment des travaux de la commission de décolonisation de l'ONU, en octobre dernier. Lors de ces débats, la France s'était efforcée, sans succès, de manipuler la position officielle de l'Union européenne sur le Sahara Occidental. La présidente de l'intergroupe « Paix pour le peuple sahraoui » du Parlement européen, Margot Kessler, a lancé un appel urgent le 4 novembre pour demander des explications au ministre français des Affaires étrangères.

De son côté, l'eurodéputé, Isidoro Sanchez, membre de la délégation *ad hoc* qui a visité dernièrement les camps de réfugiés sahraouis, a estimé que face à la perspective du retrait prochain de la Minurso, le Parlement européen se devait d'intervenir, car « *il*

M^{me} Danielle Mitterrand de retour de mission dans la région...



M^{me} Mitterrand, je vous remercie de nous accorder quelques instants. Vous rentrez des campements sahraouis où vous avez passé quelques jours, invitée par le président. Merci de dire à nos lecteurs ce que vous avez vu, ce que vous avez retenu.

C'est vrai que j'ai été reçue par le président, très chaleureusement, mais j'étais surtout invitée par les associations non-gouvernementales qui travaillent sur le terrain avec l'aide de France Libertés. C'était, avant tout, un rendez-vous qui avait été remis il y a très longtemps puisque depuis les années 1990, le Maroc m'était inter-

dit, ou en tout cas j'y étais *persona non grata* et que je ne voulais pas faire de provocation. Si bien que ce rendez-vous fut d'abord donné dans les camps sahraouis à Tindouf, ensuite chez les marocains et au Sahara Occidental occupé. Je pensais favoriser un lien pouvant apporter quelques éléments pour la paix dans cette région. Dans les camps sahraouis, j'ai pu constater le courage, l'opiniâtreté de ces femmes et de ces enfants. Je me suis immergée dans cette identité sahraouie, dans leur histoire, leurs chansons, leur façon d'être. Des petites choses qui font que des liens, des liens affectueux se sont tissés entre nous, et surtout j'ai pu vivre physiquement le drame dans lequel les Sahraouis sont plongés depuis 25 ans. J'ai été très frappée par le regard de ces jeunes qui ont entre 15 et 16 ans et qui ont l'air de nous dire : « *mais qu'est ce qu'on a fait à l'humanité pour qu'on nous impose une chose pareille ? de vivre comme ça, ici* ».

Vous avez également souhaité rencontrer les Sahraouis au Sahara Occidental occupé, ce territoire vous a été interdit. Que s'est-il passé ?

Eh bien, il s'est passé que, instruite de la rumeur qui voulait nous montrer un Maroc qui se libéralise, qui tend à la démocratie, qui accepte la liberté d'expression et la liberté de circulation, j'avais pensé que ces autorités marocaines pouvaient entendre la vérité, qu'ils pouvaient accepter une vérité juridique, et j'ai appelé un chat un chat, en désignant le Sahara Occidental comme territoire occupé. Et ça, ils ne l'ont absolument pas accepté. Alors, dès mon arrivée, tout a été bloqué. J'ai compris que l'ensemble de nos partenaires avaient subi des pressions. Un article du journal gouvernemental *l'Opinion* m'a dénoncée comme étant le « *diable* », « *la revancharde* », « *la taupe du Polisario* », « *la voix de l'Algérie* » avec la recommandation expresse de ne pas me rencontrer. C'est vrai que tous nos partenaires ont eu peur, et je les comprends, et j'ai compris également que les Marocains vivaient peut-être encore sous la terreur marocaine.

Je crois que vous avez pu rencontrer Abraham Serfaty, qu'il avait été un des éléments déclencheurs de ce voyage au Maroc, que vous a-t-il dit ?

Abraham est un homme juste, Abraham est un grand penseur qui dit ce qu'il pense. Il m'avait prévenue, alors que je dinais avec lui le dernier soir avant de partir à El Aïoun : « *Danielle, vous n'irez pas à El Aïoun* ». Pourquoi ? « *mais parce qu'on vous empêchera d'y aller* ». Ce n'est pas possible qu'au moment où celui qui veut donner une image d'ouverture, m'impose une conduite qui va à l'encontre justement de cette ouverture. Vraiment, jusqu'à ce que j'arrive à l'aéroport, je ne l'ai pas cru ni Afifa, qui était avec moi. Et quand on a vu arriver le *wali* du grand Casablanca pour me dire que je ne prendrai pas l'avion d'El Aïoun, je ne pouvais y croire. « *Vous savez ce n'est pas une expulsion, vous pouvez très bien rester à Casablanca le temps que vous voulez, vous serez la bienvenue, etc.* »

Bon, ce n'est pas une expulsion, mais est-ce que j'ai le choix ? « *Oui, choisissez ce que vous voulez !* » Je choisis d'aller à El Aioun. « *Je vous en empêcherai physiquement !* » On a pris l'avion qui est parti 10 minutes après l'autre, mais pour Paris, sans explication, sans rien, sinon que c'était pour assurer ma sécurité, parce que j'allais arriver dans un territoire où la population était très hostile et qu'elle risquait de le manifester.

Est-ce que vous avez eu l'occasion de revoir Abraham après ?

Non, non. Et toi, Afifa, tu voulais qu'on lui écrive le soir même. J'étais fatiguée et j'ai remis ce courrier à plus tard. Mais tu avais raison, on aurait dû. On va le faire maintenant.

Son récent article dans *Le Monde* était tout à fait important et courageux. Il était tellement heureux de rentrer au Maroc qu'il s'est figuré que les choses iraient plus vite qu'elles ne peuvent aller.

C'est un homme juste.

Et revenue à la fois des campements et de ce voyage difficile au Maroc, quel message souhaitez-vous communiquer aux autorités françaises ?

Je voudrais d'abord qu'elles sachent vraiment ce qui se passe dans les camps. Qu'ils y aillent eux-mêmes, qu'ils voient et qu'ils se disent : ce sont des frères en humanité, et on se déshonore à laisser des gens vivre dans un tel contexte. Si c'est pour défendre des intérêts, on connaît les accords de marché avec Total et Mc Gee, on sait que le Sahara est une terre riche. Alors, si pour arriver sur cette terre riche et la posséder on doit marginaliser et amener au désespoir toute une population, où se trouvent nos grands défenseurs des Droits de l'homme en France ? L'ambassadeur ne s'en est pas caché, il m'a parlé de « *real politique* ». Aujourd'hui, c'est une sorte de combat d'arrière-garde. L'avenir, il n'est pas là. L'avenir, il est dans tous ces jeunes Sahraouis qui rêvent à l'avenir, mais qui ne rêvent pas à cet avenir-là. Ils rêvent justement de la paix que l'on voit s'épanouir à Porto Alegre ou ailleurs, à tous ces grands réseaux de solidarité pour la paix des jeunes du monde entier. On voit aussi, par exemple, toutes les femmes des disparus et des victimes de guerre. Qu'elles soient russes, tchétchènes, palestiniennes, israéliennes, marocaines, ces femmes-là souffrent de la même façon, elles se reconnaissent dans une même douleur. Et s'ils ne prennent pas en compte ces évidences, ils mèneront la France sur les rails d'une civilisation qui, aujourd'hui, nous entraîne droit dans le mur.



existe un conflit d'intérêt très délicat dans lequel sont impliqués les États-Unis et la France. » Sanchez, également membre de l'intergroupe « Paix pour le peuple sahraoui », va demander au Parlement européen d'intervenir en faveur du plan de paix des Nations unies, estimant qu'un effort diplomatique « *formidable* » doit être entrepris afin de résoudre le conflit.

03.11.2001

Libérations

La libération des prisonniers politiques sahraouis Eddah Echaïkh et Mousamih el Arbi, qui ont purgé leur peine de deux ans d'emprisonnement pour avoir participé aux émeutes d'El Aioun en 1999, a été joyeusement fêtée à El Aioun. Ces deux personnes figuraient sur la liste de la campagne du Berdhsou.

03.11.2001

Aide humanitaire

M^{me} Lalumière, lors de la conférence de presse organisée à son retour des camps de réfugiés sahraouis, avait relevé la situation alimentaire critique des réfugiés : « *Il y a une sorte de négligence de la part du Programme alimentaire mondial* », jugeant sa présence insuffisante dans les camps. « *Il est urgent que les instances du PAM réagissent* », avait ajouté la parlementaire européenne.

04.11.2001

Initiative législative espagnole

Le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui récolte des signatures afin de présenter aux Cortès une « *initiative législative populaire* ». Cette initiative, qui nécessite 500 000 signatures pour être recevable, demande au Parlement espagnol d'appuyer le plan de paix au Sahara Occidental. La remise des signatures est prévue le 23 novembre, en présence du président sahraoui Mohamed Abdelaziz, qui assistera ensuite à la conférence annuelle de la Coordination européenne du soutien au peuple sahraoui, à Séville, les 23, 24 et 25 novembre prochain.

05/10.11.2001

Visite de Danielle Mitterrand dans les campements sahraouis.

06.11.2001

Anniversaire de la Marche verte

Dans son traditionnel discours à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion du Sahara Occidental, le roi du Maroc, « *sûr de sa souveraineté sur ce territoire* », a appelé toutes les parties concernées à l'acceptation de l'accord-cadre.

06.11.2001

Minurso

Suite à la démission de William Eagleton, Kofi Annan a nommé un nouveau représentant spécial pour le Sahara Occidental : William Lacy Swing, un Américain né en 1934. Swing entre en fonction le 1^{er} décembre. Depuis deux ans, il était ambassadeur des États-Unis en République démocratique du Congo, après avoir rempli cette fonction dans divers pays africains.

07.11.2001

Libération de Mohamed Daddach et des autres prisonniers politiques sahraouis.

À l'occasion de l'anniversaire de la Marche verte, le roi du Maroc a décrété l'amnistie pour 56 prisonniers politiques dont 24 Sahraouis.

Cette libération intervient après une intense campagne des prisonniers eux-mêmes, initiée par les grèves de la faim de Daddach qui furent suivies par les autres prisonniers et soutenue par les

organisations de défense des droits humains au Sahara Occidental et la campagne internationale du Bureau des droits de l'homme pour le Sahara Occidental de Genève.

10.11.2001

Mohamed Daddach et les autres prisonniers politiques fêtés. La population sahraouie d'El Aioun a réservé un accueil particulièrement chaleureux et émouvant à Mohamed Daddach et aux autres prisonniers politiques sahraouis libérés. Accueilli à l'entrée de la ville par une cinquantaine de voitures, le cortège s'est dirigé vers le lieu de rassemblement où une cérémonie s'est déroulée sous étroite surveillance policière. Daddach a remercié pour le soutien qui lui a été apporté ainsi qu'à tous les autres détenus.

13.11.2001

56^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU
Lors du débat général, plusieurs intervenants ont évoqué la question du Sahara Occidental. La Mauritanie « *soutient les efforts du secrétaire général et de son envoyé personnel James Baker en vue de trouver une solution définitive qui garantirait la stabilité dans la région et qui bénéficierait de l'agrément de toutes les parties.* »

L'Algérie a dénoncé les obstacles à la mise en œuvre du référendum, en particulier les recours déposés par le Maroc, et a demandé aux parties d'achever le processus référendaire et à l'ONU de respecter ses engagements. Pour le représentant namibien, « *l'histoire nous apprend qu'aucun "pouvoir administratif" n'a renoncé volontairement à son autorité. Rien ne justifie l'abandon du plan de paix des Nations unies, la Namibie se distancera de tout projet qui ne permettrait pas au peuple sahraoui de s'exprimer à travers un référendum libre et régulier.* »

L'Angola pense qu'il est nécessaire de rechercher une solution acceptable par les deux parties, et le Panama a insisté sur le respect du droit à l'autodétermination et sur l'importance du dialogue pour résoudre le problème. (ONU)

12/16.11.2001

Danielle Mitterrand entreprend une mission au Maroc, El Aioun lui est interdit par les autorités marocaines.

13.11.2001

ONU - S/2001/1067

Le secrétaire général, dans une lettre à la présidente du Conseil de sécurité, demande une prorogation technique du mandat de la Minurso de deux mois, jusqu'au 31 janvier 2002, parce que les consultations menées par son envoyé personnel sont encore en cours. Il présentera son rapport « *assez tôt* » avant cette date.

(Lettre datée du 12 novembre 2001, adressée à la présidente du Conseil de sécurité par le secrétaire général). (PDF)

13.11.2001

Crise maroco-espagnole

Ignacio Cembrero, dans *El País* du 11 novembre, révèle certains aspects de la crise provoquée par le Maroc. La présidence belge de l'UE, à la demande du parlementaire Isidoro Sanchez, avait élaboré la position européenne sur la question du Sahara en vue des discussions à la 4^e commission de l'ONU. L'ambassade de France aux Nations unies a proposé un autre texte, qui ne mentionnait plus la voie référendaire et se contentait de soutenir le plan d'autonomie. Les diplomates espagnols et les représentants des pays européens à l'ONU refusèrent cette manipulation de la France. C'est le texte original qui fut alors soumis à la 4^e commission, provoquant l'ire du Maroc contre l'Espagne. Ce dernier

Afifa Karmous a préparé le voyage de M^{me} Danielle Mitterrand

Séville, le 24 novembre 2001, nous rencontrons Afifa Karmous, chargée de mission à la Fondation France Libertés qui a organisé le voyage de M^{me} Mitterrand dans les camps de réfugiés sahraouis et au Maroc. Dites-nous le travail mis en place pour réaliser ces deux voyages et la place que tient la question sahraouie à la Fondation France Libertés.

La Fondation travaille dans les camps sahraouis depuis pratiquement sa création, en 1986. À la Fondation, à chaque fois que l'on intervient avec un partenaire local sur un projet de développement, d'éducation et de santé, on travaille sur le contexte. M^{me} Mitterrand a failli y aller dans les années 1980. Quant à moi, je travaille à la Fondation depuis deux ans. Il a donc fallu engager un travail auprès des partenaires sahraouis, des partenaires marocains pour qu'ils me connaissent, et ensuite monter cette mission dans les camps sahraouis, au Maroc et au Sahara Occidental.

C'était important que M^{me} Mitterrand y aille aujourd'hui, avec le plan de paix qui s'éloigne et la proposition de Baker d'accord-cadre. On a travaillé de façon très approfondie avec les Sahraouis comme avec les Marocains. Surtout concernant les Sahraouis, la visite était attendue depuis 10 ans ! C'était une grande attente et une grande joie, alors que la Communauté internationale se désintéresse tant de leur sort.



Sinon, en ce qui concerne le Maroc, depuis Paris, ça c'est plus ou moins bien passé. Évidemment, on nous faisait comprendre qu'il fallait éviter de lier la question des Droits de l'homme et de la transition démocratique au Maroc avec la question du Sahara Occidental. On leur a clairement dit qu'il n'était pas question pour nous de séparer les deux parce que la question du Sahara Occidental était complètement liée à une démocratisation du Maroc.

Certains de nos partenaires l'ont compris, d'autres pas. L'échec, entre guillemets, que l'on a connu au Maroc a été de ne pas rencontrer un partenaire local dont on soutient le projet d'éducation dans la région de Marrakech. On a ressenti une grande déception, plutôt une grande tristesse, car à la veille de partir, comme on commençait la mission par Marrakech, ils avaient vu le communiqué dans lequel on parlait du Sahara occupé, d'une population en exil ou colonisée, et cela ne leur posait pas de problème puisque, pour eux, on venait voir leur projet. Ce qu'on pouvait penser par ailleurs du Sahara Occidental était respectable et nous regardait. Donc, ça a été le seul rendez-vous manqué de la Fondation en raison de la question du Sahara Occidental.

Est-ce que tu as reçu une aide bienveillante de la part des autorités françaises pour préparer ces deux voyages et est-ce que tu t'attendais à de telles réactions d'intolérance de la part des Marocains ? Est-ce que M^{me} Mitterrand s'y attendait ?

En ce qui concerne les autorités françaises, il n'y a eu aucune aide particulière si ce n'est de par le statut d'ancienne première dame de France de Danielle Mitterrand : un accueil à Alger semblait nécessaire, selon ces autorités, du fait de la situation. Sinon, pour la préparation de la mission elle-même, aucune. Évidemment, à chaque fois que l'on organise un déplacement de Danielle Mitterrand, on en informe les autorités françaises en France et dans le pays où elle se rend.

Au niveau du ministère des Affaires étrangères, la personne responsable du Maghreb-Moyen-Orient a pris acte des informations que j'ai pu lui donner. Il n'a pas tout de suite compris parce qu'il m'a demandé quand même de lui répéter qu'elle se rendait bien à El Aioun, au Sahara Occidental. On devait se revoir, discuter. Je n'ai pas vu cette personne avant de partir, elle était peut-être absente, je ne sais pas, mais en tout cas je n'ai pas pu en discuter avec elle. Sinon, les deux ambassadeurs des autorités françaises qu'on a pu rencontrer à Alger ou à Rabat partagent le point de vue de la France qui défend bec et ongles la proposition d'accord-cadre de James Baker.

De l'intolérance, il y a en eu, mais ce qu'on a ressenti de la part de nos partenaires, c'était plutôt de la gêne, un malaise, parce que c'était un sujet dont ils ne souhaitaient pas parler, mais qui était quand même très présent. L'intolérance a eu été présente, par exemple avec la délégation de El Aioun qu'on a rencontrée à Marrakech et qui est arrivée sans nous prévenir. C'était un climat hostile, les gens parlaient, parlaient et ne voulaient pas écouter un autre discours. Ces personnes étaient là, faisaient de la propagande, c'était tellement grossier qu'on n'a pas pris ça trop au sérieux. À partir du moment où les interlocuteurs sont vraiment très violents, ils ne sont pas non plus très représentatifs. Le rendez-vous avec le comité pour le respect des Droits de l'homme de Marrakech a été important. Ils nous ont parlé de l'idée qui pouvait fédérer le Maroc et les réfugiés sahraouis en organisant une rencontre entre les deux peuples. Avec l'AMDH, ça c'est très bien passé.

Et c'est vrai que Danielle, en rentrant des camps sahraouis, était vraiment convaincue qu'elle devait absolument transmettre aux Marocains le message de paix qu'elle avait entendu et qu'elle avait ressenti dans ces camps. Malheureusement, les Marocains ne sont pas encore prêts à l'entendre. Mais il n'y avait pas de haine dans la rue. Elle a fait la une de toute la presse marocaine, et les gens la reconnaissent, lui souhaitaient la bienvenue. Il n'y avait pas de malveillance de la part des Marocains pour Danielle.

Justement, quand on a évoqué hier sa rencontre avec Abraham Serfaty, elle parlait d'un homme juste. Est-ce que tu as le sentiment que ce que vous a dit Abraham Serfaty peut rencontrer un écho dans certaines parties de l'opinion marocaine ?

Pas pour l'instant. Vraiment pas. C'est mon point de vue. Une vraie autonomie, pas ce qui est proposé par Baker. Une vraie autonomie qui permettrait aux deux peuples de se connaître, de se faire confiance, et qui mènerait vers un référendum d'autodétermination, lequel conduirait inéluctablement à une indépendance du Sahara Occidental. Cette phase transitoire pouvant éviter ce qu'on a connu au Timor-Oriental, et conduire à une fédération entre le Maroc et le Sahara Occidental indépendant, élargie ensuite à l'ensemble du Maghreb.

Malheureusement, et nous avons eu nous-mêmes l'occasion de le ressentir, ces idées, ces perspectives sont peu entendues au Maroc. Abraham Serfaty, lui-même, n'est guère optimiste. 25 ans d'exaltation nationaliste imprime des traces profondes, difficiles à effacer.

On l'a vu nous-mêmes, c'est complètement tabou. Quand on parle de Sahara Occidental, même pas de Sahara occupé, c'est comme si on les avait injuriés, injurié leur mère.

Ce qu'on peut espérer, c'est qu'au moins la France et les autorités françaises écoutent un peu ce que Abraham Serfaty vous a dit.

Absolument. C'est d'autant plus important qu'en France, il y a vraiment une méconnaissance ou une désinformation de ce que peut penser Serfaty. C'est un des premiers à avoir parlé de troisième voie, comme le plan Baker est aussi présenté comme une « troisième voie », l'amalgame est vite fait. On ne comprend pas ce que cela veut dire, les gens ne comprennent plus rien. On nous parle d'autonomie pour l'accord-cadre, alors que ce n'est pas du tout une autonomie, tout ça est important à faire connaître et il faut, effectivement, faire pression sur les autorités françaises pour qu'elles appuient plutôt une transition comme l'imagine Abraham Serfaty.

pays persiste dans une position constante de soutien à l'ONU et s'étonne de la partialité de la France, qui fait sienne la position marocaine et qui empêche une position commune de l'UE. Par la suite, dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères marocain a dénoncé l'occupation de Ceuta et Melilla par l'Espagne. En réponse, son homologue espagnol a déclaré que le Sahara est « une revendication historique du nationalisme marocain que l'Espagne ne partagera jamais. »

Revenant à la charge, le numéro deux de la diplomatie marocaine, Taieb Fassi-Fihri, dans une interview à *Reuters*, a exigé de l'Espagne « une position claire d'appui efficace et sincère » au plan d'autonomie de l'ONU.

Au niveau de la politique intérieure, le président du Parti socialiste canarien, le sénateur Jerónimo Saavedra, ex-ministre dans les gouvernements de Felipe González, s'est prononcé en faveur de la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental, estimant préférer un régime politique stable jouissant de la garantie américaine à un régime instable avec le risque de fondamentalismes et la mise en place des missiles sur la côte (face aux Canaries).

Ces déclarations ont suscité de nombreuses réactions, parmi lesquelles celle de l'Asociación Canaria de Solidaridad con el Pueblo Saharaui qui a constaté que rien n'indiquait, jusqu'à présent, qu'un gouvernement marocain soit garant de la démocratie, du respect des droits humains et des intérêts économiques des Canaries.

« Ces déclarations ont été orchestrées par le gouvernement marocain pour déformer la réalité, influencer l'opinion publique espagnole et faire passer le message que la seule solution au conflit est l'intégration au Maroc », a déclaré Carmelo Ramirez, vice-président du gouvernement canarien. La Ligue Pro Derechos Humanos, de son côté, a critiqué la position ambiguë du PSOE sur la question du Sahara.

14.11.2001

Manœuvres militaires

L'armée sahraouie a procédé à des manœuvres militaires près de Tifariti, dans les territoires libérés de la RASD.

15.11.2001

Prisonniers de guerre

Un délégué du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) a rencontré à El Aioun, du 2 au 6 novembre, 24 anciens combattants du Front Polisario, qui faisaient l'objet de demandes de recherches. L'un d'entre eux a été vu le 7 novembre dans un lieu de détention proche de Casablanca. Lors du rapatriement de 201 prisonniers marocains le 14 décembre 2000, une liste de 179 anciens combattants sahraouis disparus avait été remise au président du CICR. Le sort de plus de 150 personnes, portées disparues entre 1975 et 1991, reste encore à élucider. En outre, plus de 800 combattants des forces armées marocaines sont recherchés et 1 479 prisonniers marocains capturés entre 1975 et 1991 sont toujours détenus dans des camps de la région de Tindouf.

09/11.11.2001

Congrès

Le congrès de l'IUSY (Union internationale de la jeunesse socialiste), réuni à Johannesburg, a adopté une résolution qui demande au Maroc de mettre fin à son occupation du Sahara Occidental et aux violations des droits humains, ainsi que de permettre la tenue rapide du référendum.

Abraham Serfaty, dans une déclaration, a relevé qu'il ne reniait pas ses prises de position favorables à la République sahraouie faites lors de son procès en 1977 et qu'il n'avait jamais adhéré au chauvinisme marocain. Il a lancé un appel aux jeunes, Sahraouis et Marocains, à entamer un dialogue sous les auspices de l'IUSY.

Le responsable des relations extérieures de l'USARIO s'est immédiatement déclaré prêt à la discussion. Il a, d'autre part, demandé à Serfaty, qui travaille pour l'Office marocain de recherche pétrolière, de dénoncer l'exploitation illégale du sous-sol sahraoui.

15.11.2001

Europe

L'eurodéputé Isidoro Sánchez a proposé que le Conseil de l'Union européenne, qui se réunira à Laeken, en Belgique à la mi-décembre, examine la proposition de l'ONU de régler définitivement la question du Sahara.

17.11.2001

Smara

De violents affrontements ont eu lieu lors de la dispersion par les forces de police d'un sit-in devant les locaux abritant l'administration régionale. Des dizaines de personnes ont été blessées, parfois grièvement, une soixantaine de manifestants ont été arrêtés dont 16 transférés à El Aioun pour être déférés devant le tribunal sous les inculpations de destruction des biens publics, d'agression contre des agents de l'autorité et de vol.

Lors de perquisitions, plusieurs maisons de la cité « Tan-Tan » de Smara ont été saccagées, leurs occupants battus. Les forces de l'ordre marocaines ont même fait irruption dans une mosquée où des enfants s'étaient réfugiés. De nombreuses exactions ont été rapportées. À Smara, le mouvement de protestation dure depuis plusieurs semaines : parti de revendications sociales (respect des promesses faites en matière d'emploi), il s'est étendu aux respects des droits humains (pétitions en faveur des prisonniers politiques) et a pris des couleurs indépendantistes. Récemment, la visite du roi dans la ville sainte du Sahara avait été annulée pour cette raison.

19.11.2001

Dans un communiqué, des étudiants sahraouis des universités de Rabat et Casablanca ont condamné « l'intervention barbare » des forces de police à Smara. Ils ont proclamé leur solidarité totale avec leurs compatriotes et demandé la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus, la levée du quadrillage militaire et médiatique des villes du Sahara et la levée de l'état de siège de Smara.

21.11.2001

Maroc - réactions

Le Forum Vérité et Justice Sahara est accusé d'être responsable des troubles et des émeutes de Smara, ses contacts avec Danielle Mitterrand lui sont reprochés.

Le secrétaire général du PPS affirme que le FVJ/SAHARA évoque des conventions en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire international qui laissent sous-entendre que le Sahara est occupé par une force étrangère. Les pressions sur le mouvement de défense des droits humains sahraouis s'intensifient, le Parlement serait même interpellé prochainement.

21.11.2001

La section Sahara de l'OADP proteste contre la détention, à Smara, de son représentant Nourredine Darif, accusé d'« espionnage » et de « communication avec des organisations étrangères ». Elle a annoncé « la suspension de son activité politique dans la région, tant que les conditions ne seront pas plus favorables ». Reporters sans frontières pour a sa part protesté auprès du ministre de l'Intérieur contre l'arrestation et les mauvais traitements subis par N. Darif, correspondant à Smara de l'hebdomadaire *Al Amal Addimocrati*. Il est détenu à la prison d'El Aioun et interdit de visite.

Entretien avec M. Abdessalam Omar Lahcene président de l'AFAPREDESA

Je tiens à remercier l'Association des amis de la RASD pour son intérêt constant sur la situation des Droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara Occidental. Effectivement, on assiste actuellement à une émergence de plus en plus marquée de la défense des Droits de l'homme dans les territoires occupés. Il y a beaucoup de mouvements qui sont nés et qui revendiquent le respect des Droits de l'homme. Il y a déjà trois grands groupes qui travaillent : la section Sahara du Forum Vérité Justice, le Comité de coordination des victimes des disparitions forcées et des arrestations arbitraires au Sahara ainsi que le Comité pour la libération de Mohamed Daddach et tous les détenus politiques sahraouis.

Comme vous le savez, le Maroc, sous la pression internationale, vient de libérer Mohamed Daddach et 25 autres prisonniers politiques. C'est un grand acquis qui montre que, lorsqu'on mène des actions pertinentes et qu'on persévère dans son action, des résultats comme ceux-ci sont à espérer. Malheureusement, après cette libération, on a de nouveau constaté la détention de sahraouis ayant participé à des manifestations et notamment la détention de 15 personnes, le 17 novembre dernier, qui font actuellement l'objet d'un procès sommaire par la cour d'appel d'El Aioun.

On redoute toujours une reprise des violations des Droits de l'homme. La question des disparus, qui constitue le noyau de notre action, reste entière puisque qu'une centaine de familles sont toujours sans nouvelles de leurs parents, certaines malheureusement depuis le début du conflit. Ce phénomène ignoble de disparitions forcées peut se reproduire à n'importe quel moment. Les intimidations et les menaces des autorités marocaines à l'égard des défenseurs des Droits de l'homme sont toujours d'actualité. Il faut bien constater aussi le blocage des territoires aux observateurs indépendants qui souhaiteraient les visiter. L'exemple de M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, qui n'a pu accéder au territoire est la preuve évidente que le Maroc ne veut pas que la Communauté internationale sache ce qui s'y passe.

Notre association espère mobiliser l'opinion internationale, notamment sur la question des disparitions forcées en réactivant les initiatives européennes, comme la campagne d'adoption. On souhaiterait que cette activité s'intensifie afin de pouvoir en récolter les fruits par la reconnaissance de la part des autorités marocaines de leur responsabilité à l'égard des disparus sahraouis et que l'on puisse enfin connaître le sort des centaines de personnes disparues au Sahara Occidental.



Est-ce que vous avez le sentiment qu'aujourd'hui encore il existe un blocus à l'information et au déplacement vers le Sahara Occidental ? De quels moyens disposez-vous pour combattre ce blocus ?

Nous avons abordé ce sujet au sein de notre association parce que c'est toujours les informations sur ce qui se passe dans les territoires occupés qui font défaut. C'est également la possibilité pour les ONG et les observateurs indépendants de se rendre sur place et de pouvoir témoigner eux-mêmes de la situation. Malheureusement, le Maroc continue de mener une politique de siège et de blocage aussi bien militaire, sécuritaire que médiatique de toute cette zone occupée. Nous pensons que c'est la multiplication des initiatives telles que celle prise par Danielle Mitterrand, qui pourra, à long terme, faire échouer cette stratégie marocaine de cacher le territoire aux yeux du monde.

Est-ce que vous pensez qu'une initiative auprès de la Fédération des droits de l'homme, auprès de la Ligue des droits de l'homme, auprès d'Amnesty pourrait être positive et permettre de poursuivre ce travail initié par M^{me} Mitterrand. Egalement, je voudrais évoquer la prochaine arrivée de la délégation parlementaire *ad hoc* européenne, est-ce que tout ça peut faire un peu bouger les choses ?

Effectivement on souhaite que d'autres ONG, notamment les ONG de défense des Droits de l'homme s'impliquent davantage, qu'ils renforcent leur présence dans les territoires occupés. On espère aussi que la visite de la délégation parlementaire ne sera pas interdite par les autorités marocaines et qu'elle pourra se rendre compte elle-même de la gravité de la situation qui prévaut dans les territoires occupés. Nous sommes très préoccupés par la recrudescence actuelle de la répression marocaine. Ce qui s'est produit à Smara, le 17 novembre, montre que les Marocains ne savent faire qu'une chose, réprimer toute expression qui soit contraire à leur thèse d'annexion par la force du Sahara Occidental. D'autre part, les Sahraouis prennent davantage de risques. Ils veulent, même s'ils doivent le payer par l'emprisonnement, exprimer leurs idées en faveur de l'indépendance. Ils le font d'ailleurs avec détermination et avec dignité ; ils doivent avoir tout notre soutien et toute notre solidarité.

Est-ce que vous pensez que ces mouvements, aujourd'hui, peuvent atteindre l'esprit et le cœur de Marocains attachés, pour eux-mêmes et pour leurs propres disparus et victimes des années de plomb, aux revendications sur le respect des Droits de l'homme ?

Effectivement, le mouvement actuel des Sahraouis pour faire reconnaître leurs droits a eu pour effet de rapprocher les familles qui ont vécu une répression aussi bien dans les territoires occupés que dans les territoires marocains. Ce rapprochement se développe actuellement, mais existait depuis longtemps puisque beaucoup de Sahraouis ont partagé des cellules avec les Marocains. Une certaine solidarité était née de ces moments très difficiles pour les uns et les autres. Mais malheureusement, étant donné la position des partis politiques, des autorités marocaines, l'opinion publique marocaine ne sait pas exactement la situation qui prévaut dans le Sahara Occidental puisque les autorités empêchent la presse de publier en toute liberté des articles sur le sujet. On se rappelle les censures subies par *le Journal* et d'autres revues marocaines qui ont tenté d'éclairer l'opinion marocaine et internationale sur ce qui s'y passe.

Pour terminer, merci d'évoquer la libération de Daddach.

Le bureau européen pour le respect des Droits de l'homme a fait un travail excellent en lançant cette campagne qui avait déjà été démarrée par Genève à la création du Bureau des droits de l'homme. La nouveauté, c'est qu'on y a ajouté tous les détenus politiques sahraouis. On se réjouit énormément de la réussite de cette campagne, mais nous sommes cependant inquiets, car la plupart de ces personnes libérées sont surveillées et intimidées, notamment Mohamed Daddach. Nous avons déjà connu le cas d'une de ces personnes libérées qui a été arrêtée de nouveau et qui risque d'être recondamnée par les tribunaux marocains. Mais nous devons aussi remercier l'ensemble des associations de soutien au peuple sahraoui qui ont joué un rôle très important dans cette dynamique. Nous espérons que cette réussite en appellera d'autres et favorisera les coopérations entre l'ensemble des associations préoccupées par ces questions. Et, surtout, nous espérons développer le travail que nous menons avec l'ensemble des familles de disparus dans les camps de réfugiés et dans le territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique afin de promouvoir davantage le respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales.

21.11.2001

Une délégation des 200 associations de solidarité avec le peuple sahraoui a remis à l'intergroupe parlementaire « Paix pour le peuple sahraoui » une pétition de 300 000 signatures. Elle demande l'intervention du gouvernement auprès de l'Union européenne en faveur du référendum et des droits humains pour le Sahara Occidental, une aide humanitaire aux réfugiés et un statut diplomatique pour la représentation du Front Polisario en Espagne.

22.11.2001

Pétrole

« *Le gouvernement espagnol va étudier la question des concessions pétrolières situées au Sahara Occidental cédées récemment par le Maroc à des compagnies étrangères* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères en réponse à l'intervention d'un député des îles Canaries. C'est l'étendue de ces concessions à pratiquement tout le territoire du Sahara Occidental et les réserves émises, semble-t-il, par l'ambassadeur des États-Unis à Rabat qui ont déclenché cette initiative.

23.11.2001

Déclaration de Mohamed Abdelaziz

Le président de la RASD a déclaré, lors d'une conférence de presse à Madrid, qu'il était prêt à rencontrer le roi du Maroc dans un pays neutre, qui ne soit ni le Maroc ni le Sahara, afin de tenter de trouver une solution pacifique au conflit. Il a cependant averti que la persistance du Maroc à refuser le référendum d'autodétermination peut mener à la guerre avec toutes ses conséquences néfastes.

19/20.11.2001

Forum Civil Euromed de Bruxelles

Dans une résolution sur la paix et la sécurité en Méditerranée, le Forum Civil Euromed a estimé qu'il était important que la question du Sahara Occidental « soit résolue, car elle entrave la construction de l'unité du Maghreb arabe comme aspiration des peuples de toute la région. Cette résolution doit se faire sur la base de la légalité internationale et des engagements des Nations unies et de l'Union européenne. »

23/25.11.2001

27^e Conférence européenne de soutien au peuple sahraoui

La rencontre annuelle de la solidarité avec le peuple sahraoui s'est déroulée avec la participation de 75 associations et ONG, 60 municipalités, 22 délégations parlementaires et 6 syndicats. Parmi les nombreux orateurs qui se sont succédés à la tribune, Danielle Mitterrand a relaté les péripéties de son voyage au Maroc et son expulsion de ce pays. Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix, a exprimé son étonnement devant l'échec de l'ONU au Sahara.

26.11.2001

El Moutawakil Mohamed, secrétaire général de la municipalité d'Assa (Sud-Maroc), a été muté à Casablanca suite à un télex du ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'un ex-détenu politique sahraoui, arrêté en 1992 à la suite du soulèvement d'Assa. La population d'Assa, venue se solidariser avec les employés communaux, a été dispersée par la police qui a procédé à des interpellations.

27.11.2001

Résolution du Conseil de sécurité S/RES/1380 (2001)

Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1380 (2001),

prorogeant le mandat de la Minurso jusqu'au 28 février 2002. Aux termes de ce texte, le Conseil prie le secrétaire général de le tenir informé de tout fait nouveau important dans un rapport intérimaire à présenter au plus tard le 15 janvier 2002 et de faire à son intention le point de la situation au plus tard le 18 février 2002. Le secrétaire général proposait, dans sa lettre au Conseil du 12 novembre, la prorogation technique du mandat de la Minurso pour une période de deux mois seulement.

30.11.2001

France

Dans une lettre adressée le 16 novembre au Premier ministre français, le député Daniel Paul exprime son « désaccord avec l'apport apporté par la France à des initiatives médiatiques et économiques qui contribuent à une stratégie du fait accompli. Je souhaite que notre pays pèse en faveur d'une réponse permettant au peuple sahraoui de choisir son destin et de décider qui traverse son pays, qui exploite ses richesses. »

L'ambassadeur de France à Rabat, M. de Bonnacorse, interrogé par *La Vie économique*, hebdo marocain, sur la position de la France au sujet de la « troisième voie », répond : « Mon pays place au-dessus de tout la stabilité durable du Maghreb (...). C'est pourquoi nous approuvons le constat de James Baker et nous appuyons sa méthode et ses propositions. Il fallait sortir de l'impasse. (...) La solution politique qui peut s'inspirer du plan qu'il a élaboré avec patience, réalisme et imagination, est soutenue par le Conseil de sécurité et la plupart des pays, notamment européens et africains. Après plus de 25 ans, elle s'imposait, elle s'imposera. »

26.11.2001

Mémorandum syndical

La Confédération européenne des syndicats (CES), l'Union General de Trabajadores (UGT), les Comisiones Obreras (CC.OO.) ainsi que Solidaridad de Trabajadores Vascos (ELA-STV), réunies à Madrid, ont remis un mémorandum au gouvernement espagnol, qui assumera la prochaine présidence de l'UE. Ces syndicats demandent que l'UE joue un rôle actif et autonome dans la résolution des conflits de la région euro-méditerranéenne, entre autres dans le conflit du Sahara Occidental.

02.12.2001

Le président français Jacques Chirac, en visite au Maroc, interrogé lors d'un point de presse sur un éventuel rôle de médiation de la France dans le conflit du Sahara Occidental, a souligné que la « seule médiation » dans le dossier des « provinces du sud du Maroc » était celle qu'assume le représentant du secrétaire général de l'ONU, James Baker.

Cette déclaration reprend mot pour mot la position marocaine du fait accompli de l'annexion. « L'alignement inconditionnel sur les thèses marocaines allant jusqu'à l'usage de la terminologie makhzénienne pour désigner le Sahara Occidental au mépris du droit international, du droit des peuples à décider de leur destin et du principe de l'intangibilité des frontières en Afrique, est révélateur des calculs colonialistes français dans la région du Maghreb », a relevé Mohamed Abdelaziz.

Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, répondant à une question sur les déclarations de Chirac, a tenté de calmer le jeu : « la terminologie officielle pour qualifier le Sahara Occidental est celle utilisée par les Nations unies : Sahara occidental », a-t-il précisé.

03.12.2001

Début décembre, dix Sahraouis ont été arrêtés à El Aioun, accu-

Zones Occupées

Christian Viret raconte

la libération de Mohamed Daddach

Quels sont les objectifs du bureau de Genève et de votre association de soutien aux Droits de l'homme ?

Fondamentalement, l'idée de base est de coordonner un travail sur les Droits de l'homme au Sahara Occidental, avec une dimension européenne. Pour des raisons pratiques, on a ressenti le besoin de créer une structure plus légère, pas systématiquement reliée à la coordination européenne.

Il ne s'agissait pas pour nous d'abandonner toute idée de coordination puisque la campagne en faveur des disparus sahraouis et leur parrainage se réalise dans ce cadre, de même que la diffusion de *Karama*. On voulait surtout être capable de réagir vite, à tout moment, et fonctionner comme une petite ONG. À cette fin, on s'est doté d'une charte point d'accord commun.

En même temps que nous réfléchissions à une nouvelle structure pour le Bureau des droits de l'homme, l'élément nouveau qui est apparu concernant le Sahara Occidental est, effectivement, la création d'organisations de défense des droits humains à l'intérieur même des zones occupées – certaines plus anciennes comme le Comité de coordination des anciens disparus qui luttait pour la libération des disparus restants et, surtout, pour les indemnités de ceux libérés et encore vivants ou leurs familles, et la section Sahara Forum Vérité Justice qui s'est créée au mois d'août 2000.

Très vite nous avons été en contact avec ces gens et c'est vrai que ça a changé la dynamique. On pouvait avoir des informations sans obligatoirement passer par les camps de réfugiés ou par les systèmes existants. Donc, cela a redonné une énergie permettant d'élaborer un projet qui a servi de base à notre campagne pour la libération de Mohamed Daddach et des autres.

Comment avez-vous appris à Genève la libération de Mohamed Daddach ?

Depuis le début de la campagne, Daddach a été le premier à commencer une grève de la faim avant même le signal du lancement. J'ai pu participer à plusieurs échanges téléphoniques, en direct, lors des meetings et, entre autres, à l'assemblée générale qui s'est tenue le 9 septembre pour la création du comité d'action pour la libération de Mohamed Daddach à El Aioun. On avait donc régulièrement des informations des prisonniers politiques, sur leur grève de la faim, leur état de santé et leur moral. L'état de santé baissait à mesure que le moral montait. En octobre, après la visite du conseil consultatif dans la prison de Mohamed Daddach, on a commencé à penser qu'il allait se passer quelque chose.



Le mercredi 7 novembre, à 18 h 50, m'apprêtant à reprendre mon travail quotidien – d'aller sur Internet récolter les informations –, je reçois un coup de téléphone d'El Aioun : « on vient d'apprendre une nouvelle très importante qu'on doit confirmer, la télévision marocaine vient d'annoncer la libération de Daddache et de tous les prisonniers politiques ».

Alors je dois dire que pour tous, autant pour mon interlocuteur sahraoui que pour moi-même, « c'est un peu le frisson » et puis, c'est surtout le doute parce qu'on n'arrive pas à y croire, que ça vienne si vite, d'un coup. L'histoire de Daddach, c'est quand même une chose qu'on traite depuis 1995, 1997. On a passé une nuit au téléphone avec El Aioun pour savoir ce qui se passait à Rabat.

Ça s'est donc passé relativement vite, dès que la nouvelle a été annoncée à la télévision, on a

très vite su que les prisonniers de la prison de Marrakech avaient été informés qu'ils devaient préparer leurs affaires, donc qu'ils allaient sortir. Ensuite, ça a été le tour des prisonniers d'El Aioun et de Daddach. On ne savait toujours pas ce qui se passait parce que lui était seul. Vers 21 h 30, 22 heures, j'ai reçu un coup de téléphone d'El Aioun me disant : « *on est devant la prison d'El Aioun, les prisonniers sortent* ». Et ils sont sortis en manifestant dans la rue d'El Aioun, en pleine nuit, puis ils ont été raccompagnés chez eux.



En même temps, on m'annonce que les prisonniers de Marrakech viennent d'être accueillis par les étudiants sahraouis de Marrakech et vont dormir au campus universitaire. À 23 h 30, on avait toujours pas de nouvelles de Daddach – était-il libre ? –, mais on était sûr qu'il était amnistié, enfin il était dans le groupe libéré puisqu'il avait confirmé son numéro de condamnation.

Ce n'est que le lendemain, au téléphone, que Moutik Lahcen m'a passé Daddach, qui était à côté de lui. Une des mères des détenus était également à côté d'eux, au bord de la crise de nerf. J'ai vraiment senti une pression incroyable.

Daddach était à Rabat et on me dit : « *écoutes, il va être reçu par les étudiants sahraouis de Rabat cet après-midi. Est-ce que tu peux intervenir parce que c'est vrai que le petit appel de l'étranger, c'est le soutien de l'extérieur devenu rituel maintenant et qui compte beaucoup.* » Alors, à partir de là et durant toute la semaine qui a suivi jusqu'au 10, on a effectivement participé en direct. On peut remercier énormément les amis du Forum Vérité Justice d'El Aioun qui se sont beaucoup engagés, qui ont compris qu'on s'investissait beaucoup. Ils nous ont fait vivre en permanence tout ce qui se passait, y compris au niveau humain et personnel.



Donc, le jeudi il y a eu la réception des étudiants sahraouis à l'université de Rabat. Les autres prisonniers sahraouis libérés rejoignaient El Aioun le vendredi, ce qui a été reporté pour finir au samedi. Le samedi, il y avait 3 000 à 4 000 personnes. Daddach est arrivé par la route et était acclamé par la population tout le long du trajet. Au moment de l'arrivée à El Aioun, le vendredi soir, se préparait une grande *raïma*, une grande tente pour accueillir Daddach et tenir le meeting politique. Là, la police est intervenue, les jeunes sahraouis qui étaient en train de monter les tentes – et ça je vous le redis, c'était en direct, je les entendais chanter – ont résisté à la police.

Et le lendemain, effectivement, il y avait déjà, tout le long du parcours, des Sahraouis qui étaient massés pour attendre Daddach qui est arrivé vers 14 heures. Il est descendu de sa voiture, a fait sa prière et a remercié Dieu d'être enfin chez lui.

Ensuite, il a salué tout le monde individuellement et il est monté dans une Land Rover pour parcourir les rues d'El Aioun. Il y avait des milliers de personnes. Les prisonniers ont pris la parole au cours d'un meeting. Quelques jours après, il a été à Smara, juste la semaine dernière, la semaine avant les événements de Smara. Il a également pu intervenir dans un meeting populaire, mais le

sés d'avoir participé à des manifestations. Ils auraient été torturés, leurs maisons perquisitionnées. Les familles ont porté plainte. Des étudiants sahraouis des universités de Rabat ont organisé deux sit-in, devant le ministère des Droits humains et devant celui de l'Intérieur, pour protester contre les vagues de répression à Smara, El Aioun, Goulimine et Assa-Zak.

04.12.2001

Danielle Mitterrand : conférence de presse à Paris

Elle s'est dite convaincue que la paix dans la région du Maghreb ne sera durable que grâce à la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

07.12.2001

Crise Maroc-Espagne

Les investissements espagnols au Maroc ont diminué de 97% pendant le premier semestre 2001 par rapport à l'année précédente. Selon *Cinco Dias*, quotidien espagnol, le président du Conseil, Aznar, aurait donné, en avril, l'ordre de suspendre momentanément les opérations financières avec le Maroc, à la suite du non-renouvellement par ce pays de l'accord de pêche avec l'UE.

08.12.2001

Maroc-Espagne

Le secrétaire général du PSOE entreprendra une visite, controversée, au Maroc du 17 au 19 décembre, prévue de longue date, mais reportée à la suite du rappel de l'ambassadeur marocain à Madrid, fin octobre. Dans une interview à un hebdomadaire marocain, Zapatero a déclaré que son parti appuie une solution acceptée par les parties intéressées, qui tiennent compte « *des droits humains et des droits historiques du peuple sahraoui* », mais dans laquelle le Maroc aurait une participation centrale, « *car aucune solution ne pourra aboutir sans l'appui du Maroc* ». Ce qui est essentiel, pour le leader socialiste, c'est que l'Espagne ne soit pas un obstacle à la solution finale du problème. Le gouvernement espagnol considère cette visite – une rencontre avec Mohamed VI est aussi au programme – comme une « *grave interférence* » dans la politique extérieure de l'Espagne. Le ministre espagnol des Affaires étrangères a demandé au secrétaire général du PSOE de reconsidérer son intention de se rendre au Maroc, les relations diplomatiques entre les deux pays ne s'étant pas encore normalisées. Dans une lettre ouverte à Zapatero, José Taboada, coordinateur des associations de solidarité avec le peuple sahraoui, a souligné la nécessité de relations privilégiées de l'Espagne avec le Maroc, qui ne doivent cependant pas nuire au droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination.

10.12.2001

Près de 400 militants de l'Association marocaine des droits humains AMDH ont participé à un sit-in au centre de Rabat, à l'occasion de la journée mondiale des Droits de l'homme, appelant notamment les autorités à faire la lumière sur les enlèvements, tortures et assassinats politiques perpétrés dans les années 1960-1990. De hauts responsables de l'armée et de la police figurent sur une liste de 45 personnes que vient de publier l'AMDH, qui affirme détenir contre elles de « *fortes présomptions* » de responsabilité dans des cas d'assassinats, d'enlèvements et de torture. Elle réclame l'ouverture d'enquêtes judiciaires à leur sujet.

10.12.2001

ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté sans vote la résolution A/RES/56/69 sur la question du Sahara Occidental selon la proposition de la 4^e commission.



10/11.12.2001

Prix Nobel

Six anciens prix Nobel de la paix, José Ramos-Horta (1996, Timor-Est), Rigoberta Menchú Tum (1992, Guatemala), Oscar Arias Sánchez (1987, Costa Rica), Adolfo Pérez Esquivel (1980, Argentine), Máiread Maguire (1976, Irlande du Nord) et Cora Weiss pour le *International Peace Bureau* (1910), ont adressé un appel au secrétaire général, prix Nobel de la paix 2001, intitulé « *Le référendum est la seule voie vers la paix au Sahara Occidental* ».

Les anciens lauréats estiment que la crédibilité de l'ONU est en jeu au Sahara Occidental, et que l'abandon du référendum signifierait une trahison du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

13.12.2001

Parlement européen - visite annulée

La délégation du PE, qui s'était rendue en Algérie et dans les campements de réfugiés sahraouis début novembre, aurait dû poursuivre sa mission au Maroc et dans les territoires occupés, du 18 au 22 décembre. Alors que la date avait été confirmée et que les six eurodéputés avaient leurs billets en poche, la présidente de la commission, M^{me} Catherine Lalumière, recevait le 13 décembre une lettre du président du Parlement marocain, qui annulait la visite, prétextant les obligations du ramadan. Il proposait le report à la troisième semaine de janvier, qui coïncide avec la session du Parlement européen, période pendant laquelle un déplacement des eurodéputés est impossible. La visite devait débiter à El Aioun, où des rencontres avec des membres de la société civile étaient prévues, et se poursuivre à Rabat. Le Maroc se montre singulièrement sélectif dans le choix de ses hôtes...

15.12.2001

L'eurodéputé Jorge Hernandez Mollar, membre de la délégation du PE, a estimé que Rabat a annulé la visite par crainte d'un effet négatif pour le Maroc du rapport de cette délégation sur les prochaines décisions de l'ONU. Au sujet du report de la visite (le Maroc propose la troisième semaine de janvier, qui coïncide avec une session plénière du Parlement), Mollar a précisé que le PE allait proposer la deuxième semaine de février.

16/18.12.2001

Espagne-Maroc

À la veille de la visite controversée au Maroc de Zapatero, secrétaire général du PSOE, Mohamed Sidati, ministre conseiller auprès de la présidence sahraouie, lui a demandé, dans une lettre ouverte, d'exiger de Rabat l'application du référendum et de ne pas se laisser utiliser comme monnaie d'échange pour la politique expansionniste marocaine. Sidati espère que le PSOE réaffirmera, à l'issue de cette visite, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Les objectifs principaux de la visite

17 novembre, il y a eu de nouvelles arrestations, et depuis il n'a plus le droit de se déplacer : les autorités marocaines lui ont intimé l'ordre de se taire et de ne pas sortir de sa région. L'affaire reste à suivre... On sait qu'il y a un des prisonniers politiques libérés qui a été détenu mardi.

Les perspectives ?

Il y a deux aspects. D'abord la question des disparus. Certains ont cru qu'en faisant cette campagne contre les prisonniers politiques condamnés, on abandonnerait un peu la question des disparus. Ce qui est faux dans la mesure où on a quand même continué à organiser les courriers de parrainage, et Daddach a rappelé que son objectif était la libération de tous les prisonniers politiques et la réapparition, en vie, des disparus. Je crois que dans tous les messages qu'on a reçus, spécialement des sahraouis, après les libérations, tout le monde pensait aux disparus.

Donc, non seulement cette campagne doit continuer, doit s'améliorer, mais nous devons également rester très vigilants sur la répression. À Smara, on parle maintenant d'une quinzaine de personnes qui ont été jugées en urgence par le tribunal d'El Aioun, certains prisonniers dont un en tout cas et Daddach sont à nouveau détenus.

La question de l'adoption des disparus, c'est le lien entre le monde et les familles de disparus pour qu'elles ne se sentent pas seules. La mère de Daddach nous a remerciés de faire vivre son fils au niveau international. Je crois que pour les disparus sahraouis, comme pour tous les disparus du monde, le fait qu'on en parle, qu'on continue de le vivre, c'est le principal travail pour qu'ils existent tant qu'on ne sait pas ou que les autorités n'ont pas déclaré : oui, ils sont morts ; oui, ils sont détenus ; oui, ils sont libres. La campagne, elle sert à ça et elle va continuer. Elle va, espérons le, peut-être s'améliorer. On est en train d'étudier, puisque c'est très à la mode, la possibilité de la mettre sur Internet, mais on continuera le « papier-crayon » parce que ça fonctionne aussi très bien.



Chantal, qui coordonne en France la campagne du parrainage, pose une question : « Quel est le nombre de pays européens qui parrainent actuellement ? On a l'impression qu'on est un peu tout seul. »

Grosso modo, on est le même nombre qu'il y a quelques années avec, peut-être, un peu moins de participants. On vient de faire un sondage, dont l'un des destinataires était une ONG amie qui nous a permis de comptabiliser les cartes envoyées. Les pays qui participent le plus sont l'Italie, la France et la Suisse. Viennent ensuite l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, pays qui n'avaient pas participé lorsqu'on a fait le sondage. Et il y a encore d'autres pays, comme la Suède, qui continuent leur participation à des niveaux plus restreints.

Mais il faut effectivement que l'on se pose la question de redynamiser. On a reçu à peu près 400 cartes, autour de 150 en France. Pays où il y a plusieurs associations qui font relais, mais il faudrait quand même relancer.

Retrouvailles entre un douloureux passé et un avenir incertain

par Gaëlle-Anne Dolz

En mai dernier, la famille Daoud s'est réunie à Paris après vingt-sept ans de séparation. Trois générations ont appris à se connaître, à profiter d'une intimité dont elles avaient toujours été privées. Un mois pour refaire le monde, se rassasier les uns des autres, c'est bien vite passé.

Le fils aîné de Khadir gesticule, crie. Le voilà qui passe de bras en bras, chuchote à l'oreille de sa grand-mère, expose ses jouets à ses deux cousines, interpelle ses oncles, sollicite son père, puis sa mère, se chamaille avec sa sœur. La famille Daoud boit le thé, assise en tailleur tout autour de la pièce. Pourtant, nous ne sommes ni dans les campements de réfugiés de Tindouf, ni dans les zones libérées, ni dans les territoires occupés du Sahara Occidental. Ici, on vit « à la sahraouie », mais on est à Ivry-sur-Seine, dans l'appartement de Khadir. Jamais depuis vingt-cinq ans, autant de membres de la famille Daoud ne s'étaient réunis.

« *Voilà, on y est, l'incroyable s'est produit !* », s'exclame Khadir, le frère aîné. Il semble ne pas en revenir, ne pas y croire. « *Depuis vingt-sept ans, c'est la première fois qu'on dort sous le même toit, ma mère et moi,* » renchérit Salek, le deuxième de la famille. Et Ahmed, le troisième frère, de rappeler que la famille Daoud fait partie de ces milliers de familles sahraouies que la guerre a séparés : « *Je me souviens, en 1977, pas une seule famille ne vivait ensemble, toutes étaient éclatées. La société sahraouie n'était plus fondée sur la famille, mais sur les regroupements guerriers.* »

Se retrouver après vingt-sept ans... « *J'ai beaucoup de mal à exprimer ce que je ressens* », explique Salek. *Trop de choses me reviennent en mémoire. Notre enfance plutôt heureuse, notre père.* » Salek est le premier à avoir quitté la famille. En 1974, il a pris le maquis. À l'époque, ils n'étaient pas encore beaucoup à avoir choisi la clandestinité pour combattre les Marocains. Mais du haut de ses dix-huit ans, Salek était déjà acquis à la cause. Rapidement, le Front Polisario le désigne responsable de la radio nationale. « *Cette radio entrait dans la stratégie psychologique contre le Maroc. On faisait de la propagande, il fallait mobiliser les troupes* », raconte Salek. Lui qui pourtant refuse toute nostalgie, est intarissable sur les détails techniques de « sa radio ». On perçoit à quel point elle fait partie intégrante de sa vie.

Après avoir vanté « *l'invincibilité de sa radio* », Salek revient au présent, à sa famille retrouvée. « *Cette rencontre est fabuleuse, mais elle est aussi très douloureuse.* » On le sent hésitant, presque mal à l'aise lorsqu'il parle de ces retrouvailles. Trop nombreux, trop forts, les sentiments se bousculent. « *Ce qui me gêne le plus, balbutie-t-il, c'est de mesurer tout ce temps passé, presque perdu. J'ai quitté ma mère alors que j'étais tout jeune homme. Et maintenant j'ai des cheveux blancs.* » Ce sont ces preuves très matérielles du temps écoulé qui font le plus mal. « *La dernière image que j'avais de ma famille, confirme Khadir, c'est celle de mes frères et sœurs qui n'étaient âgés que de quelques années, voire de quelques mois. Maintenant, ce sont des hommes et des femmes qui ont eux-mêmes des enfants.* »

Cette génération de petits-enfants, la grand-mère la découvre. Elle reste très pudique, mais son émerveillement est palpable. « *J'avais des photos de mes petits-enfants, mais ça ne remplace pas...* » Elle, qui aujourd'hui habite encore dans les territoires occupés, n'avait jamais vu les filles de Salek. Elles ont pourtant quinze et vingt ans, mais ces deux magnifiques jeunes femmes sont nées dans les camps de réfugiés, près de Tindouf. Dans l'appartement de son fils aîné, la grand-mère se tient dans un coin, comme pour mieux admirer les trois plus jeunes de la famille, les enfants de Khadir. Deux garçons de cinq et trois ans, une fillette de sept ans. Ils débordent de vie, l'aieule succombe. Khadir avait demandé à ses enfants d'être calmes, surtout avec la grand-mère. « *Pourvu que Dieu veuille bien faire que je sois sage pendant que Mamie sera là !* », s'était écrié le petit garçon. Lui aussi s'était fait une joie de voir la famille réunie.

Où se retrouver ?

Cette rencontre, ils l'ont préparée, pensée, aménagée, peaufinée pendant deux ans. Une préparation téléphonique triangulaire, avec Khadir à Paris, Salek dans les campements et Ahmed à Tan-Tan. D'abord, il a fallu définir un lieu de retrouvailles. Le Maroc leur semble *a priori* le plus évident. Mais ça n'a pas été possible. « *Pour que ceux des campements puissent entrer au Maroc, il fallait qu'ils soient acceptés comme "transfuges". Et pour cela, ils devaient dire haut et fort que la patrie marocaine est grande et formidable.* » Inimaginable, évidemment, pour ces membres du Polisario ! Dans les

du chef du principal parti d'opposition, décidée contre l'avis du gouvernement, consistaient à tenter de normaliser les relations entre les deux pays à la suite du retrait de l'ambassadeur marocain, en abordant les questions litigieuses, comme le conflit du Sahara, les accords de pêche, l'immigration illégale, etc. Dans une interview, la responsable des relations extérieures du PSOE a déclaré, au sujet du Sahara, que la position de son parti a toujours été l'appui aux résolutions de l'ONU. « *Nous soutenons le référendum, parce que c'est un projet approuvé par les parties* », a déclaré Trinidad Jiménez. « *Le projet Baker est une initiative de plus qui a l'avantage d'engager un processus de négociations et de rechercher un accord dans le respect des intérêts de toutes les parties, y compris le Front Polisario* », a-t-elle ajouté.

Zapatero a été reçu au Maroc comme un chef d'État. Il a rencontré le Premier ministre, de nombreux ministres et conseillers du roi, et s'est entretenu avec Mohamed VI. Par ses déclarations ambiguës, rapportées par la presse marocaine et espagnole, Zapatero semble être favorable à un statut d'autonomie. Il a déclenché une vague de protestations dans les milieux solidaires à la cause sahraouie et parmi la base du PSOE. Des messages de protestation ont été envoyés à la centrale du parti. Selon diverses sources, le roi du Maroc exigerait de rencontrer soit le Premier ministre soit le ministre des Affaires étrangères espagnol avant de rétablir les relations diplomatiques.

18.12.2001

Protestation

Dans une lettre adressée au Premier ministre belge, M. Guy Verhofstadt, dont le pays assure actuellement la présidence de l'UE, Mohamed Abdelaziz a demandé que l'UE intervienne « *afin que TotalFinaElf annule le contrat illégal et illicite qu'elle vient de signer avec le Maroc* ». Il a exprimé sa préoccupation devant les tentatives de pillage des richesses sahraouies. Pour le président sahraoui, la signature de ce contrat constitue « *un encouragement pour le Maroc dans son opposition au plan de règlement onusien* ».

10.12.2001

Smara

Les étudiants sahraouis du lycée de Smara se sont mis en grève à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme. Dans un communiqué, ils réclament « *la libération inconditionnelle de tous les détenus politiques sahraouis, le dédommagement moral et matériel des personnes persécutées au cours des événements sanglants du 17 novembre et la fin de l'état de siège imposé à Smara* ». Le texte demande la mise en jugement des responsables et aux forces marocaines de sécurité de « *mettre fin aux harcèlements des filles de la ville* ».

10.12.2001

Goulimine

Les veuves sahraouies de Goulimine et les jeunes filles au chômage ont organisé depuis le 10 décembre un sit-in devant les locaux administratifs de la ville pour réclamer une prise en charge de leurs doléances sociales, mais aussi pour « *exprimer leur solidarité avec leurs compatriotes arrêtés arbitrairement à Smara, El Aioun et Assa* ».

12.12.2001

Arrestation

Abdelfatah L'kbir L'fater (âgé de 20 ans) a été enlevé par les autorités marocaines à Smara. Il faisait partie d'un groupe de jeunes Sahraouis ayant participé au soulèvement de la ville

le 17 novembre dernier. Il a été incarcéré à la prison de El Aioun après avoir été torturé.

21.12.2001

Total-Dakar

Le gouvernement sahraoui a autorisé le passage du rallye Total-Dakar à travers son territoire. Le chargé des relations extérieures de TSO (la société qui organise l'épreuve), Roger Kalmanovitz, a rencontré dans les camps de réfugiés sahraouis le ministre de la Défense, Mohamed Lamine Bouhali. L'étape Tan-Tan-Zouérate, qui traverse le Sahara Occidental, le 4 janvier, sera remplacée par une simple liaison de nuit sans interruptions.

28.12.2001

El Aioun - grève de la faim

À peine six semaines après la libération des prisonniers politiques sahraouis et de Mohamed Daddach, on compte de nouveau 23 prisonniers politiques incarcérés à Agadir et El Aioun, suite aux manifestations d'El Aioun (7/11/01) et de Smara (17/11/01). Ceux-ci ont entamé le 25 décembre, à la prison d'El Aioun, une grève de la faim à laquelle se sont joints des détenus de droit commun. 131 personnes participent au mouvement. 7 personnes ont été transférées à l'hôpital Hassan ben el Mehdi d'El Aioun. Dans un communiqué, les grévistes ont dénoncé les enlèvements, les disparitions, les jugements sommaires dont ils ont été victimes et ont exigé leur libération immédiate. En outre, les détenus de droits commun ont demandé la révision de leurs jugements, dénonçant une inégalité de traitement entre Sahraouis et Marocains : un même délit entraînerait une peine de trois mois de prison à Casablanca contre douze mois au Sahara Occidental. Tous dénoncent les conditions d'emprisonnement. La prison d'El Ayoun, prévue pour 200 personnes, héberge actuellement plus de 700 détenus.

24.12.2001

Smara

Hadhiya Ould Hmeim, citoyen sahraoui, a été enlevé en pleine rue par les forces spéciales, torturé et interrogé brutalement avant d'être jeté dehors. On lui reprochait d'avoir participé aux manifestations du 17 novembre à Smara, organisées pour protester contre la visite du roi du Maroc dans les territoires occupés.

31.12.2001

Grève de la faim

Depuis le 25 décembre 2001, des prisonniers politiques sahraouis et des détenus de droit commun de la prison civile d'El Aioun font une grève de la faim illimitée, pour protester contre leurs conditions d'incarcération. Le mouvement est suivi par 131 personnes. Il s'agit de 23 prisonniers politiques, arrêtés pour avoir participé à des manifestations à El Aioun et Smara. 6 d'entre eux ont été condamnés le 20 décembre 2001, les autres sont en attente de jugement. Ils dénoncent la répression, les enlèvements et les jugements sommaires dont ils sont victimes.

Le 2 janvier, dans un communiqué, les grévistes ont demandé aux organisations de défense des droits humains, en particulier à la Fondation France-Libertés, d'intervenir en leur faveur auprès des autorités marocaines, et ont dénoncé, une nouvelle fois, les conditions inhumaines d'emprisonnement. Enfin, ils ont demandé au secrétaire général de l'ONU et à son envoyé personnel, James Baker, de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Le président sahraoui a sollicité le 2 janvier 2002 l'intervention urgente du Conseil de sécurité auprès du gouvernement marocain en faveur des prisonniers sahraouis, en grève de la faim à El Aioun.

camps de Tindouf, alors ? Impossible également, ceux des zones occupées auraient été radiés et n'auraient pas pu rentrer chez eux. La Mauritanie, peut-être ? Non, parce qu'il faut traverser le mur. Les îles Canaries auraient pu être une solution, beaucoup de familles sahraouies s'y retrouvent dans l'un des nombreux hôtels. Mais les Daoud ont peu de moyens. Paris s'impose alors. Khadir peut accueillir tout le monde dans son appartement, limitant ainsi les dépenses.

Il a fallu ensuite obtenir les passeports et les visas. La mince affaire ! « *J'ai eu mon passeport un mois avant le départ, alors que j'en avais fait la demande deux ans auparavant* », explique Ahmed. Maintenant qu'il est à Paris, il en sourit, mais il a craint un temps ne jamais pouvoir sortir du Maroc. « *C'est un rendez-vous que personne ne devait manquer. Alors si je n'avais pas réussi à venir, tout aurait été annulé.* » Il se souvient alors de trois de ses amis vivant à Casablanca qui, le mois précédent, étaient invités à Paris par la Commission des droits de l'homme : « *Ils n'ont pas pu venir. L'un d'eux a essayé de sortir de Casa, mais il a été arrêté et son passeport lui a été confisqué. Dieu soit loué, nous avons pu venir, nous !* » Si Ahmed et sa mère sont arrivés jusqu'à Paris, c'est surtout parce qu'ils ne sont pas passés par les aéroports marocains. La camionnette d'un « *ami immigré à Lille* » les a transportés, depuis Tan-Tan. « *On est partis le 3 mai. On a traversé le Maroc, pris le bateau, puis traversé l'Espagne et la France. On était huit, avec beaucoup de bagages. Notre mère a un peu souffert, elle a quand même soixante-six ans !* »

A leur arrivée, le 6 mai, Khadir avait tout préparé dans les moindres détails. Des sorties « *sur les beaux boulevards de Paris, à la tour Eiffel et au château de Versailles* » étaient au programme. Mais ils ne sont allés qu'au zoo de Vincennes, voir les animaux le temps d'un après-midi. « *Pas question de perdre du temps en allant se promener*, explique Ahmed, le plus jeune frère. *On a réussi à organiser une rencontre d'un mois, alors on en profite, on ne se détache pas les uns des autres !* » Pendant ce mois de mai, les Daoud sont restés dans l'appartement d'Ivry, à refaire le monde, leur monde. Ils passent des nuits blanches à discuter, à « *se rassasier les uns des autres* », comme le répète Khadir. « *On essaie de reconstruire ce quart de siècle qu'on a perdu à vivre éloignés. On voudrait ancrer dans notre mémoire ce qu'est notre famille, ce qu'elle est devenue* », disent les frères d'une même voix.

Retour sur « la période noire »

Le passé, évidemment, ressurgit, envahit les conversations. Les frères se souviennent de leur petite enfance, sous la tente de nomade. Ils évoquent ensuite la sédentarisation de la famille à Tan-Tan, en 1960, lorsque le père entre dans l'armée royale marocaine. Un père « *toujours parti, jamais à la maison* », jusqu'à sa retraite, en 1972. Puis bien vite, trop vite, les conversations bifurquent vers « *la période noire* ». Salek a pris le maquis dès 1974. Le père disparaît début mars 1976. Ahmed, ensuite, est arrêté par les Marocains. Le 17 mars 1976. Il n'a que dix-neuf ans. Enlevé en même temps qu'une vingtaine de ses camarades dans l'enceinte du lycée où il entamait des études scientifiques. Les souvenirs sont toujours aussi vifs. « *Une Fiat 124 noire, deux hommes, des policiers, des commissaires ou je ne sais quoi. Habillés en civil, bien sûr.* » Dans la journée, il est emmené au commissariat d'Agadir – où il croise son père. « *Une vraie raffe, il avaient pris tout le monde, sans savoir qui ils emmenaient. On devait être quatre cents à Agadir. Personne ne savait pourquoi il était là, ni ce qui allait se passer.* » Les policiers marocains demandent les noms et les dates de naissance, avant de les transférer à Casablanca, « *dans un endroit secret* ». À nouveau, on leur demande leur identité. Des listes d'empreintes digitales sont établies. Vient ensuite un semblant d'interrogatoire : « *Est-ce que tu connais le Polisario ? Es-tu bien le frère d'Untel ?* » Et Ahmed d'ironiser : « *à l'époque, j'étais étudiant, je ne pensais pas à la politique. Ce sont les Marocains, avec leurs questions, qui m'ont donné envie de m'intéresser à la politique, pour comprendre !* »

Le lendemain, le 18 mars, c'est Khadir qui est arrêté. « *C'était moins un hasard*, explique l'intéressé. *J'étais plus âgé et je commençais à être un peu connu pour militer au Polisario. Pourtant, je ne menais aucune action militaire, ils ne pouvaient pas m'accuser d'être un activiste.* » Khadir se sentait menacé depuis trois mois. Certains de ses amis étudiants avaient été arrêtés. Il était devenu prudent, se tenait discret, ne sortait que la nuit, sauf stricte nécessité. Cette arrestation, il l'attendait. « *On savait tous que des rafles avaient lieu sur décision royale d'Hassan II. Il voulait annexer le Sahara Occidental sans les Sahraouis. Alors tous les intellectuels, universitaires et fonctionnaires qui n'avaient pas cautionné la Marche verte étaient ratissés, plus tous les éléments susceptibles d'alimenter la révolution sahraouie.* » Il en faisait partie.

La mère, elle, se souvient des descentes de police. « *Après chaque fils arrêté, la police venait fouiller la maison. Je pleurais, j'avais peur. Une fois, même, ils ont attrapés les tissus dans lesquels le bébé de huit jours était emmitouffé. Il est tombé, j'ai eu très peur.* » À chaque fois, les policiers emportaient tous les papiers manuscrits : ils cherchaient des preuves de leur appartenance au Polisario et de leur activisme. Ils n'ont jamais rien trouvé. En cette fin mars 1976, la mère se retrouve seule avec trois enfants âgés de quatre ans, deux ans, et huit jours. Son mari et deux de ses fils sont aux mains des Marocains, un autre fils est dans la clandestinité.

« Apprendre à survivre »

« En prison, on s'attendait à mourir chaque jour », lance à brûle-pourpoint Khadir. À sa suite, Ahmed évoque la torture et la famine, l'isolement et le transfert d'un centre à un autre. Les deux frères ont été emprisonnés seize ans côte à côte. Agadir, puis une cellule de la DST théoriquement réservée aux militaires qui avaient organisé des putschs contre le régime marocain. Puis Agdz, près de Ouarzazate, et Skoura. Pendant seize ans, ils ont multiplié les cellules, plus petites les unes que les autres. Le moindre microbe provoquait une épidémie. « J'ai vu des gens mourir alors que je suis sûr qu'un comprimé d'aspirine les aurait sauvés », raconte Khadir. La malnutrition, elle, faisait partie de la stratégie marocaine. « Après trois mois de prison, tout le monde marchait à quatre pattes, se souviennent les deux frères. Quand les Marocains nous voyaient vraiment trop faibles, ils nous donnaient une poignée de dattes, une orange et un peu de pain et de semoule. Ils augmentaient nos rations quelque temps, pour nous faire mourir à petit feu. » Khadir et Ahmed évoquent aussi la solidarité entre compagnons de cellule. Quand l'un d'eux était trop faible, ils rassemblaient toutes les rations et les réservaient exclusivement au mourant. Jusqu'à ce qu'il se remette debout.

Survivre... Ce mot revient sans cesse à la bouche des deux frères. Et s'occuper, tuer le temps, long, toujours trop long. « Au début, on n'avait rien à faire. Puis on a commencé à s'organiser entre nous. On s'instruisait les uns les autres : celui qui était fort en géographie apprenait ce qu'il savait aux autres, un peu de français, un peu d'histoire, de Coran, d'arabe. Le tout par oral, évidemment. » Voilà peut-être pourquoi Ahmed connaît par cœur la lignée des rois de France, des origines de la royauté à Louis-Philippe, dans l'ordre. Mais leurs stocks de culture s'épuisent. Alors, ils ont commencé à se raconter des histoires. Vraies ou inventées. Et peu de temps après, quand quelqu'un se lançait dans une histoire, tout le monde lui disait : « Arrête, on la connaît déjà ! »

Pour se divertir, ils ont inventé un jeu : « la chaise de la vérité ». À chaque début de semaine, une personne était désignée et les autres pouvaient lui poser toutes les questions qui leur venaient à l'esprit. Ça allait de « à quel âge as-tu arrêté de faire pipi au lit ? » à des choses plus sérieuses, comme « es-tu divorcé ou bien pas encore marié ? » Et il fallait répondre franchement, sinon la punition était sévère : exclu du groupe pendant trois jours ! Un jour, un petit miracle se produisit : « Un peu de sable s'était infiltré dans nos cellules. Alors on s'en est servi pour apprendre aux illettrés à lire et à écrire. Après, on a découvert qu'avec des petits morceaux de savon on pouvait écrire sur des tissus noirs. C'était nettement plus lisible ! Certains ont même écrit des poèmes, des histoires entières. On a réussi à ne pas tomber dans le désespoir, à survivre. »

Inquiet à en perdre la tête

Si les deux frères ont survécu, leur père, lui, est mort en prison. Il n'était pas dans la même geôle que ses fils. Ils se croisaient quelques instants au gré des transferts d'un centre à un autre. Puis, après 1988, ils ont été dans la même prison, sans pour autant être dans la même cellule. « Les Marocains nous accordaient quelques heures au soleil, dans la cour, pour qu'on se voit. C'était agréable. Mais si quelqu'un avait le malheur de ne pas être docile ou de crier, alors tout le monde était puni : pas de sortie pendant une semaine. Cette punition nous sapait le moral, les Marocains le savaient très bien ! » Seul dans sa cellule, le père ressassait sans cesse la même inquiétude, celle qui le minait depuis son emprisonnement. Il avait laissé sa femme et trois enfants en bas âge seuls à Tan-Tan. Leur sort le préoccupait plus que tout. « Il était très inquiet, à en perdre la tête, se souvient Ahmed. À la fin, il parlait tout seul, à voix haute. » Il est mort, atteint d'un très grave diabète.

Khadir et Ahmed ont été libérés en 1991, quelques semaines avant le plan de paix de l'ONU. Pour eux, cette libération faisait partie de la stratégie d'Hassan II. « En nous libérant, il pouvait dire aux Nations unies qu'il avait fait un geste. C'était simplement un moyen de prouver sa bonne volonté », pense Khadir. Mais même après être sortis de prison, les deux frères étaient surveillés. Ils devaient se présenter chaque jour au commissariat. Khadir a alors décidé, « pour être vraiment libre », de s'enfuir et de ne plus jamais remettre les pieds au Maroc. Il est venu s'installer en France, avec l'asile politique.

« Le choc civilisationnel »

La « réadaptation » fut longue et difficile. En seize ans, le monde avait changé... « Avant mon enlèvement, je m'intéressais à la politique et à la géopolitique, explique Khadir. Je savais qu'il y avait deux pôles, l'Est autour de l'URSS et l'Ouest autour des États-Unis. Je savais que le mur de Berlin existait, je m'intéressais aux soulèvements populaires d'Amérique du Sud. Mais quand on est sortis de prison, les gens nous disaient que le mur de Berlin était tombé, que l'URSS avait éclaté. On nous parlait de la guerre du Golfe, et même d'une guerre Iran-Irak qui avait duré huit ans. » Khadir dit avoir éprouvé un « véritable choc civilisationnel ». Le monde avait tourné, il ne le reconnaissait plus. Depuis, il a largement comblé son « retard culturel », comme il dit.

27^e conférence européenne de soutien au peuple sahraoui Séville, 24, 25 et 26 novembre 2001

Résolution finale

La 27^e Conférence Européenne de soutien au Peuple Sahraoui s'est réunie ces 23, 24 et 25 novembre 2001 à Séville en Espagne. Elle a rassemblé 426 participants venant de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les États Unis, la Finlande, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, le Sahara Occidental, la Suède, la Suisse, la Tanzanie et le Venezuela.

La Conférence a accueilli une importante délégation sahraouie, conduite par le Secrétaire Général du Front Polisario.

Mohamed Abdelaziz, Président de la R.A.S.D. ainsi que différentes personnalités internationales parmi lesquelles la prix Nobel de la Paix, Mme Rigoberta Menchú et Mme Danielle Mitterrand. Parmi les délégations on compte 75 associations et ONG, 60 municipalités, 22 délégations parlementaires (Europe, nationaux et régionaux), 6 syndicats, l'Association Internationale des juristes et le Bureau des Droits de l'Homme au Sahara Occidental.

Les participants se sont réjouis du travail remarquable réalisé par les différentes composantes de la solidarité tout au long de l'année 2000 ; 2001.

Un travail permanent de mobilisation a permis d'organiser une importante campagne d'appui à la grève de la faim de Mohamed Daddach et des autres prisonniers politiques sahraouis pour leur libération.

Les rencontres décidées en conclusion de la 26^e EUCOCO de Bruxelles :

1. Une réunion des juristes, s'est tenue à Paris le 28 avril 2001. Les actes ont été publiés chez Harmattan.
2. Une réunion des femmes en résistance à Bruxelles et à Strasbourg du 16 au 18 mai 2001. Le IV^e Congrès de l'UNFS mettra en oeuvre les conclusions de la rencontre à Bruxelles.
3. Une réunion des villes jumelées et amies à Florence et à Pise du 28 au 30 septembre 2001. Cette rencontre a mis en place d'un Forum permanent des institutions locales européennes.

Les participants saluent l'excellent travail, réalisé par le consortium des ONG européennes de l'aide humanitaire tout au long de l'année écoulée malgré un contexte international particulièrement difficile.

La 27^e Conférence européenne a conclu ses travaux sur trois axes de priorités absolues :

1. En ce qui concerne les Nations unies, les participants entendent mobiliser l'ensemble des forces politiques en Europe, en Afrique et partout dans le monde pour que les gouvernements et les États rappellent au Secrétaire Général et au Conseil de Sécurité l'urgence de sortir la question du Sahara Occidental de l'impasse de la dite 3^e voie qui relaye de manière unilatérale l'accord cadre proposé par le Maroc. Seul le retour à la légalité internationale et à l'application stricte du Plan de Paix de 1991 et des Accords de Houston de 1997 permettra une issue conforme aux

aspirations légitimes du peuple sahraoui fondé sur un référendum d'autodétermination.

La remise du Prix Nobel de la Paix au Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, constitue à cet égard une opportunité d'action pour l'ensemble de la solidarité internationale en faveur du respect des droits inaliénables à l'indépendance du dernier peuple colonisé d'Afrique.

2. En ce qui concerne les territoires occupés, la libération de Mohamed Daddach et des prisonniers politiques le 7 novembre 2001 ne peut cacher la situation de répression, les arrestations arbitraires et la torture, les enlèvements et les disparitions, la destruction des maisons qui se pratiquent à l'encontre des populations sahraouies et de leurs biens à Smara et dans l'ensemble des territoires occupés par l'armée marocaine. Ces pratiques visent notamment à porter atteinte à l'identité même des populations sahraouies.

Cette situation est d'autant plus alarmante que le Maroc oppose un refus permanent aux délégations des Droits de l'Homme et aux personnalités européennes, telles M^{me} Mitterand, qui ont voulu se rendre dans les territoires occupés pour y rencontrer les populations sahraouies.

Les participants entendent réagir en concertation avec les juristes et les associations des Droits de l'Homme afin d'obtenir des Nations unies - la MINURSO et la Commission des Droits de l'Homme de Genève ; qu'elles se saisissent de cette situation et facilitent l'accès des observateurs en territoire occupé.

Les participants à la Conférence se mobiliseront pour soutenir l'initiative permettant aux Sahraouis des territoires occupés de venir témoigner à Genève et dans les enceintes européennes. Ils soutiennent la nécessité de la protection juridique des victimes sahraouies.

La Conférence EUCOCO entend en outre dénoncer l'accélération de la colonisation économique du Sahara Occidental. Le Maroc,



Ahmed a choisi de retourner vivre auprès de sa mère à Tan-Tan. Khadir est en France et, dans les années 90, il songe raconter son histoire, dire au monde entier ce qu'il a vécu. Il contacte même Tahar Ben Jelloun, avant qu'il n'écrive son roman *Cette aveuglante absence de lumière*. Mais Ben Jelloun veut parler de Tazmamart et du Maroc, pas des Sahraouis. Khadir le regrette : « *ça montre, une fois de plus, que les Sahraouis sont considérés comme des sujets de seconde catégorie.* » Dans le même ordre d'idées, Ahmed évoque l'indemnisation promise depuis plusieurs années par l'État marocain aux anciens prisonniers. « *J'ai rempli le dossier demandé par la Commission dite «indépendante» du conseil consultatif royal des Droits de l'homme. Je n'ai pas de nouvelles. Pourtant, j'ai signé un papier disant que l'indemnisation ne serait versée que si je m'engageais à ne pas contester la décision de la Commission, quelle qu'elle soit.* »

Se séparer de nouveau

Immanquablement, les Daoud dérivent vers la politique actuelle. Les trois générations s'accordent sur un point, le référendum. Ils ne l'ont que trop attendu, il faut enfin que les Sahraouis votent. Khadir s'emporte, hausse la voix quand il s'agit de l'avenir politique de son pays. Et il met en garde les Marocains : « *Si jamais, après dix ans de cessez-le-feu, le conflit armé reprenait pour une raison ou pour une autre, le Maroc aurait du souci à se faire ! Il faudrait qu'il trouve un autre moyen que le mur pour arrêter les Sahraouis. Parce que ce mur, on l'a apprivoisé, depuis le temps. Il ne nous gêne plus.* »

Salek, son frère cadet, le coupe dans son élan. Lui et ses filles repartent dès ce soir, et l'après-midi est déjà bien avancé. Salek a parlé en français, mais sa mère a compris. Elle se dresse, se tend, se prépare à une nouvelle déchirure. Khadir et Ahmed se crispent quelques instants. C'est vrai, ce mois de mai est passé trop vite, il faut de nouveau se séparer. Salek essaie de détendre l'atmosphère : « *Je repars pour les campements de Tindouf, mais maintenant qu'on s'est tous revus, ça n'est plus pareil. On sait qu'il est possible de se retrouver.* » Oui, mais quand ? La mère cache ses larmes, Khadir se prépare pour sortir, son fils s'est définitivement assagi.

Michèle Decaster évoque la visite de la délégation du Parlement Européen dans les camps de réfugiés

Merci de te présenter et de nous raconter comment s'est passé ton dernier séjour dans les camps de réfugiés sahraouis avec la délégation du Parlement européen ?

Je m'appelle Michèle Decaster et je suis responsable de la Commission Sahara Occidental au sein de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (l'AFASPA).

Nous avons organisé une délégation dans les camps sahraouis au mois de novembre afin d'emmener des partenaires – qui nous avaient aidés dans l'accueil des enfants – pour qu'ils se rendent compte de la réalité des campements et de la lutte du peuple sahraoui, pour mieux s'imprégner de cette solidarité qui doit se développer en France.

Il y avait des représentants du comité d'entreprise de l'EDF-GDF, la CCAS et une militante de l'association Droits Devant, association qui milite pour les droits, notamment les droits des sans-papiers et des sans-logis en France. Outre les visites habituelles des équipements éducatifs, sanitaires, nous avons rencontré l'Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (AFAPREDESA) ainsi que l'UGTSARIO selon le souhait des militants syndicaux de la délégation. Nous avons eu la chance de nous trouver au moment où le Parlement européen avait envoyé une délégation de neuf parlementaires conduite par Catherine Lalumière, vice-présidente française du Parlement européen ; cette opportunité fut très intéressante. Leur programme comportait la rencontre avec les autorités sahraouies, avec la société civile et la visite de quelques réalisations en matière éducative, en matière de santé. Une rencontre avec les ONG présentes sur le terrain à ce moment-là était également prévue. Nous avons souhaité participer à cette rencontre ainsi qu'à la rédaction de la déclaration adressée aux parlementaires. Les ONG, dont beaucoup étaient là depuis plusieurs années, ont voulu attirer l'attention des parlementaires sur la longueur du conflit et sur ses conséquences pour la population en exil depuis 25 ans. Sabine de Médico a lu le texte rédigé en commun, faisant part de l'inquiétude des ONG relative au programme alimentaire mondial qui ne réalise que 23 % de son objectif. La question posée étant de s'interroger sur une possible relation entre la situation politique et les pressions humanitaires qu'il serait possible d'exercer sur les populations. Le lendemain même, on a pu vérifier

ce que voulait dire 23 % du PAM. Nous avons visité le lycée du 12-octobre et avons assisté au repas du midi. Il était constitué d'une grande assiette de légumes, pommes de terres, haricots, carottes, et d'une grosse miché de pain. Le directeur nous a dit que, grâce au projet d'une association, il pouvait donner de la viande une fois par mois aux élèves.

Un jeune Italien a particulièrement insisté sur le fonctionnement exemplaire de la société sahraouie, sur sa longue expérience démocratique, sa pratique tolérante de la religion musulmane et l'existence d'une école publique obligatoire, exemple sur lequel l'Europe pourrait appuyer sa politique de coopération dans la région.

Catherine Lalumière a repris cette argumentation en disant que c'était un aspect à mieux faire connaître. Nous avons beaucoup insisté auprès des parlementaires pour leur faire comprendre qu'une



autre voie que celle du référendum ne serait jamais acceptée par la population. Après 25 ans d'exil et 25 ans de privations, les Sahraouis n'accepteront pas un recul de leurs acquis sociaux (droit d'expression, place des femmes, scolarisation des enfants). Aucun enfant ne travaille dans les camps sahraouis. En un mot, les Sahraouis n'accepteront pas d'entrer dans une société marocaine qui les ferait revenir 25 ans en arrière.

Donc, il faut absolument que les autorités du Parlement européen et de l'ONU prennent conscience de cette réalité, qu'ils n'attendent pas, pour favoriser la solution et l'application du plan de paix, « que ça fasse plaisir ou non aux autorités marocaines ».

Je leur ai également dit que dans les années 1980, on entendait toujours au cours des fêtes populaires, le slogan « toute la patrie ou le martyre ». Il avait disparu à l'avènement du plan de paix, sans doute parce que les Sahraouis faisaient confiance aux Nations unies. Cette confiance s'amenuise aujourd'hui, et le slogan est de nouveau sur les lèvres, y compris sur celles des femmes et des jeunes. Il est dangereux de pousser un peuple au désespoir, on en a mesuré ailleurs les dramatiques conséquences. Nous avons également abordé la répression dans les zones occupées et la question des disparus. Catherine Lalumière a été fort sensible au sort de Mohamed Daddach.

Aussi, il me semble très important de donner des informations à nos parlementaires, en direct, afin qu'ils instruisent mieux leurs prises de positions. Catherine Lalumière semblait étonnée d'apprendre qu'il y avait eu des Marocains libérés que le roi du Maroc avait refusé de laisser rentrer dans leur pays. Je vais lui envoyer un courrier en donnant les dates de libération de ces prisonniers et les dates auxquelles ils ont pu rejoindre leurs familles !

L'information est importante, celle sur le Sahara Occidental, a bien souvent du mal à passer.

Quelles ont été les réactions des parlementaires ?

Leur émotion était visible face à la vie des gens dans les camps, à leur dénuement et, en même temps, à leur dignité. Je les ai trouvés réceptifs aux informations que nous pouvions leur donner. Catherine Lalumière et Philippe Morillon, avec qui nous nous sommes entretenus en particulier, m'ont semblé ouverts, attentifs. Le Parlement européen a organisé une mission afin de s'entretenir, en direct et sur le terrain, avec les parties concernées. Nous attendons de voir la suite qui lui sera donnée... à l'issue du deuxième voyage qui conduira la délégation au Maroc et au Sahara Occidental.

soutenu par la France, est en train de brader et de spolier les Sahraouis de leurs ressources naturelles.

Des actions particulières en vue d'alerter l'opinion publique internationale et de mettre les investisseurs et les acteurs économiques devant leurs responsabilités éthiques et politiques, vont être entreprises, notamment en direction des sociétés pétrolières et des sociétés de pêche.

Un travail d'étude approfondi va être entrepris avec l'aide des organisations spécialisées, des syndicats et des universités pour identifier les ressources et les réserves naturelles sahraouies afin d'organiser la protection de ces richesses.

Un rencontre aura lieu à Bruxelles en mai 2002 au parlement Européen sur ce thème. Il permettra d'adopter un programme de mobilisation et de prendre avec les juristes et les parlementaires les initiatives nécessaires à la protection des ressources du peuple sahraoui.

3. En ce qui concerne l'Aide Alimentaire et l'Aide matérielle, les participants ont été alertés par le consortium des ONG de la situation alarmante qui prévaut actuellement dans les campements de la région de Tindouf.

Les restrictions et les retards successifs observés dans la mise en oeuvre et la délivrance de l'aide alimentaire par plusieurs organisations internationales tel le PAM et le UNHCR ressemblent étrangement à un recours à l'arme alimentaire à l'encontre des populations réfugiées dont elles ont la responsabilité.

La Conférence appelle solennellement les organisations de l'ONU et la communauté internationale à se mobiliser d'urgence pour assurer avec ECHO, les ONG et les États leurs obligations d'assistance à plus de 160 000 réfugiés des campements sahraouis tant pour la nourriture que pour l'ensemble des besoins essentiels de santé et d'hygiène, d'éducation, d'équipement et transport, d'eau potable et d'autosuffisance alimentaire des réfugiés.

La Conférence soutient les initiatives annoncées par les ONG du Consortium au cours du premier trimestre 2002 en vue de combler les pénuries constatées par la rupture des stocks et pour rencontrer les organisations internationales, le PAM et le UNHCR afin de les amener à remplir correctement leur mandat d'assistance et de protection des populations sahraouies.

La 27^e Conférence EUCOCO a adopté en outre plusieurs recommandations relatives à l'amélioration du travail en réseau, notamment en ce qui concerne les communications. Elle exprime toute son appréciation à ARSO, à SPS et aux réseaux nordiques d'information.

Les conclusions des travaux des groupes de travail ont été adoptées en séance plénière et font l'objet des rapports particuliers en ce qui concerne :

- la mobilisation politique et populaire,
- l'aide humanitaire,
- les droits de l'homme,
- les femmes.

Parmi les nombreuses autres initiatives que la Conférence entend soutenir, il faut noter le marathon entre les campements d'El Ayoun et de Smara le 27 février 2002 et les initiatives prises pour dénoncer le rallye Paris ; Dakar, les initiatives du nouveau Forum syndical pour le Sahara Occidental

La délégation du Parlement européen s'est vue refuser elle aussi la mission dans les territoires occupés (nouvelles de la RASD 13.12.2001 page 10).

ainsi que les conclusions de la rencontre de l'Association Internationale des Juristes pour le Sahara Occidental.

Avant de clôturer ses travaux, la Conférence de Séville souligne le travail exceptionnel qui a été réalisé par la solidarité de la population espagnole, de ses associations et de ses nombreux élus en faveur de la cause sahraoui. Cette mobilisation est particulièrement appréciable à la veille de la présidence Européenne qui sera assurée par l'Espagne à partir du premier janvier 2002.

Un plan d'action précis pour soutenir une initiative espagnole en faveur d'une solution juste et durable du conflit du Sahara Occidental sera élaboré avec l'appui de la Task Force.

Par la qualité de ses travaux et la détermination solidaire exprimée par tous les participants, la Conférence réaffirme son soutien à la juste cause et à la lutte du peuple sahraoui ainsi qu'au Front Polisario et à son Secrétaire Général, Mohamed Abdelaziz, Président de la R.A.S.D.

La 28^e Conférence EUCOCO aura lieu en Italie en novembre 2002.

Séville, le 25 novembre 2001

Territoires occupés / répression / appel Le Croissant Rouge Sahraoui appelle à éviter une tragédie humaine au Sahara Occidental

Chahid El Hafed, 07.01.2002 (SPS) – Le Croissant Rouge Sahraoui (CRS) a lancé un appel « *pressant* » en direction de la Fédération International des croix et croissants rouges pour venir en aide « *urgente* » aux 131 détenus sahraouis en grève de la faim, depuis le 24 décembre dernier, dans la Carcel negra (prison noire) d'El Aioun.

« *L'état de santé critique des sahraouis dans la prison d'El Aioun nécessite votre intervention urgente afin d'éviter une tragédie humaine* », a averti le CRS dans un communiqué publié lundi.

Le CRS a en outre condamné « *les pratiques répressives des autorités d'occupation marocaine* » au Sahara Occidental, attirant l'attention sur « *les violations systématiques des droits humains dans les territoires occupés* ».

« *Nous appelons toutes les organisations des droits de l'homme à intervenir auprès du gouvernement marocain afin de libérer ces hommes dont le seul délit est d'avoir lutter pour la libération de leur patrie* », a ajouté le communiqué.

De son côté l'Union Générale des Travailleurs de Saguiet El Hamra et Rio de Oro (UGTSARIO) a sollicité des travailleurs épris de justice et des syndicats dans le monde « *une action urgente pour sauver la vie des détenus en grève de la faim depuis deux semaines* ».

L'UGTSARIO a évoqué les conditions infra humaines dans la Carcel negra condamnant « *la politique de génocide* » adoptée par les autorités d'occupation marocaine depuis leur invasion militaire du territoire sahraoui en 1975.

(SPS)010/090/100 071019 jan 01 SPS

Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la RASD

356, rue de Vaugirard 75015 Paris

Secrétaire générale : **Régine Villemont**

Directeur de la publication : **Francis Jacob**

Responsable de rédaction : **Régine Villemont**

Comité de rédaction : **Régine Villemont,**

Philippe Riché, Claude Mangin, Marc Hermange,

Matthieu Liégeois.

Mise en page : **Matthieu Liégeois**

imprimé par **imprimerie Lienhart 07200 Aubenas**

décembre 2001 « dépôt légal » n° 116

prix de l'abonnement : 14 euros

numéro de commission Paritaire : 1105 G 58229

Abonnez-vous

Abonnement à Sahara Info : 14 euros

Nom :Prénom :

Profession :

Adresse :

mail :@.....

Code Postal : Ville :

Bulletin à découper et à retourner accompagné

de votre règlement

à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD

CCP 19 303 94 K PARIS

BP 251 75227 Paris cedex 05

Bien libeller votre chèque en séparant

l'adhésion et l'abonnement.

Adhésion 2002

Renouvelez votre adhésion à l'Association des Amis de la RASD

Devenez un ami de la RASD

Nom :Prénom :Profession :

Adresse :

Code Postal : Ville :

mail :@.....

Adhésion : 14 euros

Cotisation de soutien : 22 euros – Membre donateur : 66 euros

Bulletin à découper et à retourner accompagné de votre règlement

à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD

CCP 19 303 94 K PARIS – BP 251 - 75227 Paris cedex 05